



Fédération Internationale  
des Universités Catholiques

***REGARDS CROISÉS SUR LA  
RESPONSABILITÉ SOCIALE  
DES UNIVERSITÉS  
CATHOLIQUES***

## TABLE DES MATIERES

1. Présentation du projet sur la responsabilité sociétale des universités (RSU).....	p. 2
2. Benchmark des rankings internationaux sur le développement durable et la responsabilité sociétale des universités.....	p. 3
3. Version provisoire du référentiel RSU du projet.....	p. 6
4. Revue de la littérature sur la RSU. Un tour d’horizon.....	p. 7
a. La RSU en Europe.....	p. 7
b. La RSU en Amérique latine.....	p. 10
c. La RSU en Amérique du Nord.....	p.11
5. Contributions des membres du comité international du projet RSU.....	p. 12
a. Europe (Thierry Magnin, Juan Pérez-Miranda, José Tena Medialdea et Gabriel Martínez Rico, Max Bonilla, Pilar Aramburuzabala, Teresa Lloyd).....	p. 12
b. Asie/Océanie (Sandra Jones).....	p. 36
c. Afrique (Jean-Bosco Matand).....	p. 37
d. Amérique latine (Rivana Marino, Gladys Jiménez Alvarado et Omayra Parra de Maroquin, Ernesto Londoño Orozco).....	p. 41
6. Biographies des membres du comité international du projet RSU.....	p. 49

## 1. PRESENTATION DU PROJET SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES UNIVERSITES (RSU)

Au cours des dernières années, divers systèmes de classement mondial ont été créés pour les universités, dans un contexte concurrentiel. Ces classements ont été basés principalement sur la performance des universités en termes de diplômés et de publications de recherche. Les politiques publiques tendent à prendre en compte des normes d'évaluation formées du même type de critères et à rejeter les valeurs essentielles que les universités catholiques s'efforcent de mettre en avant dans les sociétés d'aujourd'hui.

Le CIRAD-FIUC entreprend un processus de réflexion dans le but de mettre en place un cadre de référence basé sur le niveau de responsabilité sociale des universités, ainsi que sur leur positionnement cohérent avec leur caractère catholique. Ce projet arrive à point nommé car bon nombre de nos universités membres réfléchissent actuellement à leur propre identité catholique et à la manière concrète dont celle-ci devrait être mise en œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de leurs locaux. Les classements internationaux fondés uniquement sur l'évaluation de l'impact scientifique ne mettent pas en évidence ni montrent le soutien vital que les universités apportent aux niveaux humain, professionnel et spirituel à leurs étudiants.

Ce projet vise donc d'une part à doter les universités catholiques d'un nouveau cadre de référence pour leur auto-évaluation, afin de les aider à mieux détecter leurs spécificités et divers critères susceptibles de les aider, entre autres, à promouvoir leur identité catholique. Pour l'avenir de nos universités, un tel projet est crucial et fournira un nouveau type de positionnement sur le marché universitaire, mettant en lumière des actions extrêmement précieuses qui ont été négligées jusqu'à présent par la communauté de l'enseignement supérieur.

Le CIRAD-FIUC souhaite créer un système de classement des universités afin de :

- Contribuer au positionnement des universités catholiques en tant qu'acteurs communautaires et sociaux ;
- Fournir une visibilité accrue pour toutes les pratiques socialement respectueuses existantes dans les universités catholiques ;
- Identifier des modèles de bonnes pratiques qui pourraient constituer une source d'inspiration pour les universités au sein du réseau de la FIUC ;
- Encourager les universités membres à améliorer leurs politiques et pratiques communautaires et sociales ;
- Proposer une alternative crédible aux systèmes de classement universitaires préexistants à l'échelle nationale, régionale et internationale.

## **2. BENCHMARK DES RANKINGS INTERNATIONAUX SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES UNIVERSITES (DD&RSU)**

Rédaction - Leslie Tourneville, Chargée de projets FIUC  
Programme Campus intégral & Projet Amazonie  
Membre du comité de pilotage du Global Catholic Climate Movement (GCCM)

### **Buts de cette fiche informative**

- ❖ vous présenter un état de l'art synthétique des principaux rankings existants liés à la responsabilité sociale et environnementale des universités (RSU), avec leurs avantages et leurs limites
- ❖ vous indiquer les acteurs internationaux notoires soutiens à la RSU

### **Défis posés par les rankings internationaux existants consacrés aux universités**

Il n'existe pas à ce jour de directives normées internationales d'évaluation de type Global Reporting Initiative centré sur la responsabilité sociale des universités (RSU), ni un système de ranking international largement utilisé spécialisé et adapté pour les universités, et a fortiori pour les universités catholiques dotées d'une mission et de modèles éducatifs spécifiques.

### **Comment mesurer la responsabilité sociale, environnementale et éducative de nos universités ?**

Nos universités catholiques doivent inventer par leurs propres moyens, ou naviguer entre plusieurs systèmes, pour réaliser un reporting et une évaluation fiable de leur impact social et sociétal, de leur accompagnement du cheminement et du discernement vocationnel des étudiants, et du degré d'innovation, d'éthique, d'interdisciplinarité etc. des méthodes et contenus pédagogiques enseignés.

Des initiatives existent en matière d'évaluation chiffrée et qualitative de la RSU. Elles sont néanmoins souvent lacunaires ou maintenues au stade expérimental sans développement et diffusion de grande ampleur. Aucun système de ranking ne s'impose comme système de référence : l'impact sociétal de l'activité éducative et du fonctionnement universitaire en tant que tels restent sous-évalués.

### **Comment évaluer l'incarnation de notre identité et foi catholique au sein de nos universités ?**

L'aspect fondamental de l'identité catholique de nos universités et sa concrétisation particulière en matière d'engagement social, environnemental et sociétal n'ont pas non plus de métriques qualitatives et quantitatives ou de Key Performance Indicators (KPI) spécifiques et unifiées au niveau international.

De très nombreuses universités catholiques sont ainsi confrontées à un dur travail de (re)définition de leur identité catholique et des moyens de mesurer son effectivité et sa concrétisation en actes sur le

terrain. Elles doivent souvent travailler et accomplir leur mission sans avoir de bilan clair des actions effectuées en ce sens, et sans pouvoir comparer aisément leurs approches dans un dialogue inter-universitaire efficace et constructif, faute de métriques communes.

### Rankings existants de la performance environnementale des universités Avantages et limites

Il existe plusieurs rankings en matière de performance durable des universités du point de vue environnemental. Ils permettent de quantifier non seulement les efforts stratégiques, financiers et opérationnels en termes de réduction de l’empreinte écologique, mais également l’évaluation des cursus via les cours reçus, les événements organisés, etc.

Leurs limites principales consistent à se focaliser sur l’angle environnemental de la durabilité, sans permettre d’évaluer de façon « intégrale » l’intérêt des démarches écologiques pour le bien-être et la santé des étudiants et du personnel, l’amélioration des conditions de travail et d’apprentissage, les finances de l’université, l’amélioration du bâti, etc.

#### Principaux rankings environnementaux internationaux



University of Indonesia Green Metric : <http://greenmetric.ui.ac.id/criterion-indicator/>

Sustainability Tracking, Assessment and Rating System STARS : <https://stars.aashe.org/>

#### Principaux rankings environnementaux américains de référence



Princeton Review Annual Green Rating : <https://www.princetonreview.com/college-rankings/green-guide>

Sierra Club ranking of eco-enlightened colleges : <http://www.sierraclub.org/sierra/2015-5-september-october/cool-schools-2015/full-ranking>

#### Principaux réseaux d’acteurs et revues scientifiques



International Sustainable Campus Network <https://www.international-sustainable-campus-network.org>



Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education <http://www.aashe.org>



International Journal of Sustainability in Higher Education <http://www.emeraldgrouppublishing.com/products/journals/journals.htm?id=ijshe>

### Rankings existants de l’engagement sociétal des universités Avantages et limites

Les systèmes d’évaluation de la responsabilité sociale des universités (RSU) incluant la dimension sociale de l’université (égalité hommes-femmes, bien-être au travail des étudiants et du personnel, etc.) et se concentrant sur son impact sociétal (par l’évaluation de prise en compte stratégique des enjeux sociaux et solidaires locaux, nationaux et globaux, des sentiments de responsabilisation éthique

personnelle effective acquise par l'étudiant grâce à l'université, notamment via la promotion de l'engagement civique), sont encore peu valorisés et développés.

### **Principales initiatives notoires repérées**



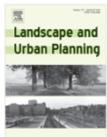
EU – USR University Social Responsibility in Europe  
<http://www.eu-usr.eu>



Observatoire de la responsabilité sociale des universités <http://orsu.fr>



Personal and Social Responsibility Index <http://www.psri.hs.iastate.edu>



Campus Score: Measuring university campus qualities  
<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0169204616302304>



UE – U-Multirank Universities compared. Your way. – Benchmark des universités de l'UE adressés aux étudiants comme aux universités basé sur de nombreux critères éducatifs, de cadre de vie, d'engagement au niveau régional, etc. autres que les seuls résultats de recherche  
<http://www.umultirank.org>



Talloires Network <http://talloiresnetwork.tufts.edu/>

Talloires scientific papers <http://talloiresnetwork.tufts.edu/resources/>

### 3. VERSION PROVISOIRE DU REFERENTIEL RSU DU PROJET

Un référentiel provisoire en matière de RSU a été préparé dans le cadre de ce projet conjointement avec une agence partenaire spécialisée en la matière. Il sera ensuite testé par une dizaine d'universités participantes du monde entier. Une version simplifiée présentant uniquement ses principaux domaines et sous-domaines figure ci-dessous :

<b>CADRE DE RÉFÉRENCE SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIETALE UNIVERSITAIRE (VERSION INITIALE SIMPLIFIÉE)</b>	
<b>Codes</b>	<b>Critères</b>
Transversal - 1	Identité universitaire
Transversal- 2	Profil de l'université
Environnement - 1	Définir une stratégie environnementale en rapport avec les enjeux universitaires, associée à des cibles spécifiques
Environnement - 2	Gérer et réduire l'énergie, l'eau, les déchets et réduire la pollution ou les émissions de gaz à effet de serre
Gouvernance – 1	Promouvoir l'équilibre des pouvoirs et l'efficacité de l'organe de gouvernance
Gouvernance – 2	Promouvoir l'efficacité des systèmes de contrôle et d'audit
Gouvernance – 3	Prévenir les fraudes
Social - 1	Promouvoir la liberté d'association, l'exercice des droits syndicaux et les droits de négociation collective
Social - 2	Prévenir la discrimination et promouvoir l'égalité des chances
Social - 3	Respect des normes des droits de l'homme
Social - 4	Protéger la santé et la sécurité des employés
Social - 5	Respecter et gérer les heures de travail
Social – 6	Promouvoir l'objectivité et la transparence des systèmes de rémunération
Social – 7	Développer les compétences et l'employabilité et promouvoir le développement de carrière des employés
Social – 8	Promouvoir la qualité des conditions d'emploi
Social – 9	Assurer la santé et la sécurité des étudiants
Social – 10	Respecter les intérêts des étudiants
Social – 11	Promouvoir le développement économique et social des communautés locales
Social – 12	Promouvoir la responsabilité sociale dans la formation des étudiants
Social – 13	Promouvoir la responsabilité sociale dans les activités de recherche
Social – 14	Garantir l'accès aux études

## **4. REVUE DE LA LITTÉRATURE SUR LA RSU. UN TOUR D’HORIZON**

Une revue de la littérature existante sur le sujet permet de comprendre que les travaux portant sur la responsabilité sociétale des universités dans différentes régions du monde sont aussi nombreux que variés.

### **a. TRAVAUX SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE UNIVERSITAIRE EN EUROPE**

De plus en plus d'établissements d'enseignement supérieur européens semblent être, à différents degrés, être conscients de leur responsabilité sociale et nombreux sont ceux qui tentent de développer des actions pour faire de la dimension sociale de leur mission une priorité, non seulement en termes de plans ou de stratégie mais également dans leurs pratiques concrètes.

Avant de s'intéresser aux différents travaux faits dans différents établissements de l'enseignement supérieur européen, il serait utile de commencer par évoquer le Projet EU-USR financé par la Commission Européenne et lancé à partir de 2012.

Ce projet présenté ici a été conçu pour servir de cadre de référence européen et accompagner les efforts de différentes universités dans leur adaptation de la RSU.

#### **❖ Responsabilité Sociale de l'Université (EU-USR). Un Cadre de Référence Européen (Rapport de Février 2015)**

**Titre du projet : Comparative research on the social Responsibility of Universities in Europe and development of a Community reference framework- Responsabilité Sociale de l'Université : Une étude européenne comparative et l'élaboration de Normes de Référence.**

La recherche comparative sur la responsabilité sociale universitaire en Europe et le développement d'un cadre de référence européen (EU-USR) a été conçue comme une réponse à la priorité politique de la Commission européenne concernant la nécessité d'une stratégie commune de responsabilité sociale pour toutes les universités européennes. Dans ce contexte, le projet EU-USR crée un modèle européen pour renforcer la responsabilité sociale des universités dans une perspective à long terme. Afin d'atteindre cet objectif, le projet utilise une approche ascendante qui part des expériences de certaines universités de l'UE qui se distinguent dans le domaine de la responsabilité sociale universitaire et dont les enseignements peuvent bénéficier d'autres universités.

À cette fin, deux orientations ont été employées. Tout d'abord, la responsabilité sociale de l'université a été étudiée comme un objet de recherche. En ce sens, les partenaires du projet ont compilé des pratiques intéressantes de responsabilité sociale dans quinze pays européens ; ils ont mené des entrevues et des groupes de discussion avec des experts européens en matière de responsabilité sociale et ont fait des visites pour analyser en profondeur les pratiques de cinq universités européennes. Ce travail a permis de développer une **définition opérationnelle** de la responsabilité sociale de l'université (*Work Package* [WP] 2), un **répertoire** d'exemples de pratiques intéressantes actuelles (WP2) et un **ensemble de Normes de Référence** (WP3). Une fois rassemblés, ces produits offrent un point de référence non seulement pour la recherche et pour des analyses plus approfondies, mais aussi pour un développement plus profond de politiques et de pratiques de RSU.

### ❖ La responsabilité sociale en Espagne (Document « Global Compact »)

En Espagne, Mercedes Ruiz Lozano et Amber Wigmore Álvarez ont consacré une étude intitulée « *La Responsabilidad Social Universitaria (RSU) a través de los Informes de Progreso del Pacto Mundial. Un estudio de centros españoles* » [*La responsabilité sociétale universitaire (RSU) à travers les rapports de progrès du Global Compact. Une étude des centres espagnols* »] dans laquelle elles proposent les résultats obtenus à la suite de l'analyse de la performance de quelques établissements éducatifs en Espagne et insistent sur le double rôle des universités dans le développement de la responsabilité sociale notamment en formant de futurs membres de la société et la participation au développement d'une économie durable à travers la recherche et le contrôle de ses impacts. C'est donc le rôle de l'université, selon ces deux expertes, de donner l'exemple de bonnes pratiques sur la manière d'inclure la RSU dans sa gestion. Par ailleurs, la RSU d'une université, écrivent Ruiz Lozano et Wigmore Álvarez, devrait être analysée en tenant compte de quatre domaines principaux : sa gestion interne (comme toute autre unité organisationnelle), l'enseignement, la recherche et sa projection sociale. De plus, l'analyse de ces quatre domaines doit être complétée par l'analyse du niveau de conformité aux principes du Pacte Mondial. Enfin, l'étude affirme qu'afin d'obtenir une légitimité sociale, les universités doivent être transparentes et communiquer aussi bien leurs engagements que leurs actions réelles.

### ❖ La RSU en France, à l'Université Catholique de Lille

En France, la responsabilité sociétale universitaire suscite de plus en plus d'intérêt dans les établissements d'enseignement supérieur. On peut notamment citer le travail d'Erik Olszak, chercheur à l'Institut Catholique de Lille, qui dans son article de 2012 intitulé « *Composite indicators for a sustainable campus—Design rationale and methodology: The case of the Catholic Institute of Lille* » [*L'indicateur du campus durable, fondements et méthodologie de construction : L'exemple de l'Institut Catholique de Lille* »], revient sur les grands principes ayant conduit à l'élaboration de grilles d'indicateurs d'abord au sein des universités américaines ensuite dans d'autres régions du monde. Dans un deuxième temps, il tente de fournir une méthodologie d'élaboration d'un indicateur synthétique du campus durable au sein d'un établissement d'enseignement supérieur privé en France, l'Institut Catholique de Lille en l'occurrence. La reconnaissance de la question du développement durable au sein des institutions de l'Université Catholique de Lille a pris forme à travers une résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'université le 21 juin 2007. À la suite de cette résolution, il a été décidé que l'université devrait établir l'Institut pour le développement durable et responsable (IDDR) dont les trois tâches fondamentales seraient d'encourager l'enseignement des pratiques du développement durable dans les institutions, entreprendre des recherches interdisciplinaires sur le développement durable et enfin effectuer des évaluations principalement par des groupes locaux. Enfin, l'article souligne certaines des actions possibles qui pourraient être mises en œuvre sur le campus afin d'améliorer le score de certains des indicateurs définis

### ❖ La RSU en Espagne, un autre exemple : Plan stratégique de la troisième mission de l'URV : La connaissance au service de la société de l'Université Rovira i Virgili

L'enseignement et la recherche sont reconnus depuis longtemps comme étant les deux principales missions de l'université. La troisième mission de l'Université Rovira i Virgili vise à favoriser le transfert des connaissances vers la société, et plus précisément les communautés environnantes de la région du sud de la Catalogne. L'objectif de l'URV est de mettre en œuvre cette troisième mission avec une composante sociale claire qui serait étroitement liée au principe de service public. Cela permettrait d'améliorer le processus d'apprentissage et de recherche qui, in fine, entraînerait une amélioration de la qualité de vie. Ce projet, intégré au plan stratégique d'internationalisation, a pour but de mettre en lien les intérêts régionaux et internationaux. Ainsi, sur le plan régional, l'université s'efforce de

consolider son rôle dans la structure de connaissances publique du sud de la Catalogne et de faire reconnaître son originalité, sa recherche et son éducation à l'échelle internationale.

La troisième mission de l'université se fonde sur un ensemble de principes mettant en exergue l'importance des interactions de l'université avec la région environnante et le maintien de liens étroits avec des intervenants internationaux. Autrement dit, le plan souligne l'engagement de l'université envers les personnes, la science et le contexte local et mondial, et enfin envers les valeurs. Par ailleurs, le plan aborde également l'importance du lien entre les principes fondamentaux du modèle stratégique de la troisième mission de l'URV comme la coopération entre les sphères publique et privée. En résumé, les principes du modèle de stratégie régionale de l'URV favorisent l'interaction entre différentes régions locales et internationales ; promeuvent le développement de capacités régionales stratégiques au profit de la population ; encouragent des liens étroits avec les intervenants ; facilitent des interactions et des échanges positifs entre l'URV et les intervenants ; soutiennent le processus de recherche en encourageant la mise en œuvre de projets transversaux et proposent une vision plus claire de la troisième mission.

#### ❖ **Adoption du reporting intégré dans l'enseignement supérieur de quatre universités britanniques - BUFDG et reporting intégré – Phase 2**

En vue de développer leur stratégie d'enseignement, quatre universités britanniques ont incorporé le concept de « reporting intégré » à leur calendrier. Selon ces universités, les connaissances sont étroitement liées aux personnes et aux relations qu'elles entretiennent avec la sphère de l'enseignement supérieur. Ainsi, la pensée intégrée est une partie intégrante du programme des universités, et les directeurs financiers sont les premiers à démontrer l'efficacité du reporting intégré. Les intervenants britanniques, pour qui la pensée intégrée est essentielle à l'enseignement supérieur, n'hésitent pas à inviter des intervenants du monde entier à l'appliquer. En 2017, le groupe de directeurs financiers des universités britanniques BUFDG (*British Universities Finance Directors Group*) a entamé la seconde phase de l'incorporation du reporting intégré au système d'enseignement supérieur. Quatre universités ont accepté de participer à cette phase. Le Conseil international de reporting intégré (IIRC - *International Integrated Reporting Council*) soutient, pour sa part, la communication et espère voir l'attribution de capitaux et le comportement des entreprises s'aligner avec des objectifs plus vastes de stabilité financière et de développement durable. C'est pourquoi la communication est encouragée entre les institutions d'enseignement supérieur et les intervenants. Par ailleurs, les membres du reporting intégré estiment que le concept de capital dépasse l'aspect financier pour inclure les aspects intellectuels, humains, sociaux et relationnels, ainsi que le capital naturel. De nombreux auditeurs et directeurs commerciaux se sont, au départ, montrés sceptiques quant aux affirmations des chercheurs, mais cela n'a pas entravé la progression du reporting intégré. En 2016, par exemple, KPMG a publié un rapport intitulé « *Room for Improvement* » arguant qu'une vision globale de la performance d'entreprise ne peut pas être entièrement présentée dans un rapport financier et a travaillé avec acharnement pour l'améliorer. Le reporting intégré a suscité des réactions diverses, et l'attitude des directeurs financiers des universités envers sa mise en œuvre était très ambivalente. En effet, nombre d'entre eux prévoyaient adopter plusieurs de ses principes alors que d'autres envisageaient de se lancer dans une mise en œuvre complète.

Le cadre international de reporting intégré a attiré des investisseurs du monde entier depuis les premiers tests de son concept, et inclut aujourd'hui 140 organisations et des investisseurs de 26 pays. Ce cadre vise à établir des principes directeurs et des éléments de contenu régissant le contenu global d'un rapport intégré, et à en expliquer les concepts fondamentaux sous-jacents.

## **b. TRAVAUX SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE UNIVERSITARE EN AMERIQUE LATINE**

### **❖ La contribution de l'ODUCAL**

De nouvelles réflexions sur la responsabilité sociétale universitaire sont également au cœur de plusieurs travaux dans différents centres de recherches en Amérique Latine. L'on peut ici citer, par exemple, les travaux réalisés par l'ODUCAL (Organización de Universidades Católicas de América Latina y el Caribe). Cette organisation a créé un réseau pour promouvoir et renforcer les expériences de la responsabilité sociale de l'université en tant qu'axe transversal de la formation universitaire catholique.

Le réseau a été véritablement lancé à Valparaiso, au Chili, le 2 Octobre 2015, dans le cadre d'un séminaire intitulé : *Responsabilidad Social Universitaria: la vinculación solidaria y su aporte al desarrollo social de los países [ Responsabilité sociale de l'université : la relation de solidarité et sa contribution au développement social des pays]* organisé par l'Université pontificale catholique de Valparaiso ODUICAL. Plusieurs institutions ont rejoint ce réseau dès sa phase initial et ce notamment en participant à ce séminaire. Ces institutions comprennent : 5 universités du Chili (Pontificia Universidad Católica de Chile, Universidad Católica del Maule, Universidad Silva Henríquez, Universidad Alberto Hurtado, Pontificia Universidad Católica de Valparaiso, au deux universités colombiennes (Université catholique de Colombie; Université catholique de Manizales), deux universités mexicaines, (Universidad La Salle de Chihuahua, Anáhuac et Universidad La Salle Noroeste), une université péruvienne (Universidad Santo Toribio de Mogrovejo) et une université uruguayenne (Universidad Católica de Uruguay).

Objectifs de ce réseau :

- Reconnaître la responsabilité sociale de l'université comme un élément précieux de l'identité d'une université catholique en réponse à sa mission de service à l'Église et à la société.
- Collaborer avec l'ODUCAL en tant qu'entité coordinatrice d'un espace d'enseignement supérieur catholique pour l'Amérique latine dans le but d'encourager l'articulation entre les membres du réseau de responsabilité sociale de l'université.
- Promouvoir des activités de solidarité liées aux universités catholiques associées et leur contribution au développement social des pays, en respectant les caractéristiques et les besoins inhérents de chaque institution.
- Promouvoir des espaces d'étude et de recherche sur la responsabilité sociale des universités, organisés et coordonnés par l'Université pontificale catholique de Valparaíso.

### **❖ Projet de l'AUSJAL – Association d'Universités affiliées à la Compagnie de Jésus en Amérique latine**

L'AUSJAL est un réseau jésuite de 29 universités latino-américaines affiliées à La Compañía de Jesús en América Latina. Sa mission principale est de développer des projets communs et de rechercher une plus grande contribution des établissements d'enseignement supérieur à leurs sociétés. Ce réseau est soutenu par 13 groupes de travail composés d'universitaires, de professionnels et chercheurs des universités membres, qui participent volontairement à la réalisation de projets communs visant à améliorer la formation des étudiants et le développement de la région.

Dans la perspective d'offrir une meilleure contribution à ses universités membres et aux sociétés dans lesquelles il opère, l'AUSJAL a constitué un réseau nommé « la red de homologos RSU » qui se consacre à la mise en œuvre des principes RSU au sein de leurs universités. Ce groupe de travail a adopté un plan stratégique 2011-2017 dont les principales priorités comprennent l'affirmation du leadership

social des universités ainsi que le renforcement de la recherche, de l'enseignement et de la projection sociale, en accord avec la conception de la RS

### **c. LA RSU EN AMERIQUE DU NORD**

#### **❖ Grille d'auto-évaluation pour l'institutionnalisation de l'apprentissage par le service dans l'enseignement supérieur (révisée en 2002)**

#### **Campus Contact, Centre de développement et de recherche de l'apprentissage par le service, University of California, Berkeley**

La grille d'auto-évaluation permet aux membres de la communauté de l'enseignement supérieur d'évaluer les progrès en matière d'effort d'institutionnalisation d'apprentissage par le service sur leur campus. La structure de la grille s'inspire de la feuille de travail de référence conçue par Kevin Kecskes et Julie Muylleart. Les autres aspects de la grille s'appuient sur différentes sources de la littérature portant sur les éléments essentiels de l'institutionnalisation de l'apprentissage par le service dans l'enseignement supérieur. La première mouture de la grille date de 1998 et elle a été révisée à plusieurs reprises.

Cette grille se divise en cinq volets que les experts en apprentissage par le service considèrent comme étant les principaux facteurs de l'institutionnalisation de l'apprentissage par le service dans l'enseignement supérieur. Ces cinq volets sont : 1) la philosophie et la mission de l'apprentissage par le service, 2) la participation et le soutien au corps professoral en matière d'apprentissage par le service, 3) la participation et le soutien aux étudiants en matière d'apprentissage par le service, 4) les partenariats et la participation communautaires, 5) le soutien institutionnel en matière d'apprentissage par le service.

Chacun des cinq volets de la grille d'auto-évaluation inclut un ensemble d'éléments qui caractérisent ledit volet. Par exemple, la philosophie et la mission d'apprentissage par le service inclut les éléments suivants : la définition de l'apprentissage par le service, la planification stratégique, l'alignement avec la mission institutionnelle et l'alignement avec les efforts en matière de réforme éducative. Le deuxième volet intitulé participation et soutien au corps professoral en matière d'apprentissage par le service est composé des éléments suivants : la sensibilisation du corps professoral, le soutien au corps professoral et la participation de celui-ci, le leadership du corps professoral, et les récompenses et incitatifs pour le corps professoral. Le troisième volet est la participation et le soutien aux étudiants en matière d'apprentissage par le service et comprend plusieurs éléments parmi lesquels on compte : la sensibilisation des étudiants, les occasions pour les résidents, le leadership des résidents, et les récompenses et incitatifs pour les résidents. Le quatrième volet, les partenariats et la participation communautaires, se compose des éléments suivants : la sensibilisation auprès des partenaires communautaires, la compréhension mutuelle, et le leadership et la voix des organismes communautaires. Le cinquième et dernier volet intitulé soutien institutionnel en matière d'apprentissage par le service se décompose en plusieurs éléments : l'entité coordonnatrice, l'entité d'élaboration de politiques, le personnel, le financement, le soutien administratif, le soutien départemental et l'évaluation.

Cette grille, qui mesure le développement de l'institutionnalisation de l'apprentissage par le service, définit un certain nombre de critères permettant de mesurer la progression dans ce domaine. Ainsi, cette grille permet d'évaluer le niveau d'institutionnalisation d'un campus afin d'identifier les éléments ou volets de l'institutionnalisation qui progressent bien et ceux qui nécessitent davantage attention.

Par ailleurs, l'institution pourra obtenir les informations nécessaires concernant l'évolution de chaque élément et volet sur une période donnée en utilisant cet outil dans le futur. En outre, la grille aide également les collègues à communiquer plus efficacement au sujet du statut d'institutionnalisation de l'apprentissage par le service d'un campus, et permet ainsi de s'accorder sur les volets et les éléments qui devraient être adaptés afin de répondre aux besoins du campus.

#### ❖ **Cadre de documentation de première classification de The Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching**

Ce cadre de documentation a été préparé par *la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching* pour aider les institutions à rassembler des informations sur leurs engagements et les activités relatives à leur engagement communautaire. On entend par engagement communautaire la collaboration entre les institutions d'enseignement supérieur et la communauté au sens large (local, régional/étatique, national, mondial) pour un échange mutuellement bénéfique de connaissances et de ressources dans un contexte de partenariats et de réciprocité. L'objectif de l'engagement communautaire se traduit par un partenariat relatif aux ressources et aux connaissances des collègues et des universités avec celles des secteurs publics et privés afin d'enrichir la recherche et l'activité créative, d'améliorer les programmes, l'enseignement et l'apprentissage ; de former des citoyens éduqués et engagés ; de consolider les valeurs démocratiques et la responsabilité civique ; de répondre aux grands problèmes de société et de contribuer au bien commun.

## **5. CONTRIBUTIONS DES MEMBRES DU COMITE INTERNATIONAL DU PROJET RSU**

Plusieurs membres du Comité international créé spécialement pour assurer la bonne conduite du projet RSU du CIRAD ont souhaité partager leur expertise avec les participants à l'AG de la FIUC tout en apportant leur propre contribution aux débats et aux réflexions engagés pendant l'Assemblée. Les textes qu'ils ont spécialement rédigés à cette occasion figurent ci-après.

### **a. EUROPE**

#### ➤ **La responsabilité sociétale : une manière d'honorer la troisième mission des universités catholiques**

(Thierry Magnin, Conférence introductive, AG de la FUCE, Lisbonne, 1<sup>er</sup> juin 2017)

#### Introduction générale

*Les 3 missions de l'université catholique (UC) sont bien connues : la formation, la recherche et le service de l'Eglise et de la société. Cependant il semble plus difficile de préciser la dernière, en particulier l'aspect « service de la société ». C'est ce que je vais faire maintenant, remplaçant ici Mgr Zani que nous avons invité pour nous parler de la « troisième mission des UC » mais qui est pris aujourd'hui par une autre activité. Je m'appuierai notamment sur les propos du Professeur Jean-François Balaudé (La responsabilité sociale des universités, EducPros.fr, 6 mars 2013) et du professeur Emmanuelle Anoot (La responsabilité sociale des universités en France : un concept en émergence ?, Education et Socialisation, edso.revues.org, 1<sup>er</sup> avril 2014).*

Le progrès des connaissances et leur transmission constituent les missions de base des universités, **avec une visée désintéressée de production et de diffusion des savoirs au bénéfice de tous.** Ainsi les universités façonnent-elles des pans essentiels de notre patrimoine scientifique et culturel ; elles le font de manière évolutive et inventive, en s'efforçant par exemple d'intégrer aujourd'hui les révolutions du numérique. Les universités sont également en prise avec les questions sociétales nouvelles, comme celles de l'écologie, de l'interculturel, de l'éthique des sciences et technologies, de l'éthique des affaires et de l'économie. Elles travaillent ces questions avec toute la qualité scientifique que leur richesse disciplinaire et interdisciplinaire rend possible. Elles peuvent encore progresser, en prenant notamment une part plus active aux débats de société, à ces débats citoyens qui donnent réalité à la démocratie participative, en constituant notamment des tiers lieux propices à la réflexion, à la prise de recul par rapport à l'immédiateté souvent prônée dans nos sociétés. L'ouverture spirituelle qui fonde nos Universités Catholiques (UC), peut favoriser alors la profondeur des recherches pour honorer la dignité humaine.

La responsabilité sociale/sociétale des universités catholiques est cependant plus large que cela si nous voulons fonder une sorte de « contrat social » avec la société d'aujourd'hui en quête de sens et, souvent, en recherche de points de repères qui semblent si difficiles à expliciter. A l'heure où il s'agit « d'apprendre à vivre et à travailler dans un monde complexe » (c'est-à-dire un monde d'interactions et de relations où la maîtrise absolue est impossible), la part de responsabilité sociale des universités (RSU) apparaît encore plus fortement devant les grands défis de la planète, tant au niveau écologie, développement durable, qu'au niveau solidarité et engagement social, mais aussi à travers l'inscription de nos universités dans des territoires précis au développement desquels elles sont appelées à contribuer.

On pourrait dire que cette « RSU » se situe au niveau de « l'écologie intégrale », pour reprendre le pape François dans cette célèbre encyclique *Laudato Si* qui était le sujet de notre Assemblée Générale de Salamanque l'année dernière. C'est du reste dans ce cadre que nous pourrions aussi penser les champs de l'interculturel et de l'interreligieux qui sont au cœur de la thématique de la présente AG de Lisbonne, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'université catholique du Portugal. Ainsi, la construction du bien commun dans la reconnaissance de la dignité de toute personne humaine et la justice sociale nous oblige, les UC, à un engagement sociétal fort à partir de notre métier d'universitaires. Par exemple, que veut dire pour nous honorer ad intra et ad extra « l'option préférentielle pour les plus pauvres » ?

#### LA RSU au niveau de l'Europe

Le principe de responsabilisation des établissements est notamment porté par la déclaration de Lisbonne (Conseil de l'Europe, mars 2000) qui invite les universités européennes à relever les défis du progrès économique et de la stabilité sociale :

*L'Europe souhaite à présent que ses universités jouent un rôle encore plus important : permettre à la société civile de relever les défis du vingt et unième siècle. Face aux changements climatiques, aux défis énergétiques, à l'allongement de l'espérance de vie, à la rapidité des progrès technologiques, à l'interdépendance liée à la mondialisation et à l'accroissement des inégalités économiques tant en Europe qu'entre l'Europe et les autres continents, l'étude, la recherche fondamentale et les innovations technologiques et sociales sont nécessaires pour résoudre les problèmes émergents et pour garantir aux différents peuples le progrès économique et la stabilité sociale.*

La responsabilité sociale est souvent comprise dans le cadre plus large du développement durable. Ainsi la Décennie des Nations-Unies pour l'éducation en vue du développement durable (D.E.D.D., 2005-2014) a eu pour objet d'apporter les compétences, valeurs et connaissances indispensables pour

créer des conditions viables, aujourd'hui et demain, compte tenu des aspects économiques, sociaux et environnementaux. Pour l'O.C.D.E., l'interaction entre l'enseignement supérieur et le développement régional est un phénomène récent, qui commence à intéresser les universitaires et les chercheurs. En réponse à ces nouveaux questionnements sur les relations entre les universités et leur territoire, l'O.C.D.E./I.M.H.E. (Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur) a mené une étude de grande ampleur, dont les résultats ont été publiés dans un rapport intitulé *Enseignement supérieur et régions : concurrence mondiale, engagement local* (O.C.D.E., 2007).

Parmi les conclusions, nous retenons que la coopération renforcée entre universités et régions contribuerait à mettre en valeur les missions de service public de ces établissements :

*D'un point de vue plus large, l'engagement régional est un signe visible de la dimension de service, notamment de service public, inhérente à l'enseignement supérieur, grâce auquel les établissements sont en mesure d'illustrer leur contribution à la société civile. Ces initiatives de collaboration permettent en effet aux établissements d'enseignement supérieur d'apporter une preuve concrète de la valeur ajoutée associée aux investissements publics dans l'enseignement supérieur et la recherche. (Goddard, Puukka, 2008, « La contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional : opportunités et enjeux », dans *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, numéro spécial « Enseignement supérieur et développement régional », 20/2, O.C.D.E., 2008, p. 11-48.)*

Plusieurs disciplines universitaires s'intéressent à ce concept en relation avec les entreprises. Certaines d'entre elles se sont même constituées en réseaux. On peut citer ainsi le Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable (R.I.O.D.D.). Il a pour vocation de promouvoir la multidisciplinarité en sciences humaines et sociales, d'accueillir des contributions de différents champs disciplinaires, tels que le management, l'économie, la sociologie et le droit. Les publications des chercheurs de ce réseau s'articulent autour de thématiques telles que la participation des organisations au développement durable, la responsabilité sociale d'entreprise, l'éthique de l'économie et des affaires, les régulations sociales, la gouvernance des organisations. En complément des travaux qui ont été cités, l'analyse des rapports entre les universités et leur territoire, déjà évoquée, apporte également une contribution à la définition du concept de responsabilité sociale des universités.

Le document de février 2015 : EU-USR University Social Responsibility in Europe (RSU : un cadre de référence, Programme Life long learning de l'UE) a pour but d'identifier et de soutenir la reconnaissance et l'amélioration de la RSU dans les institutions d'enseignement supérieur. Notons la participation de l'Université Catholique du Portugal (Prof. Xavier De Carvalho, WP 6 : Durabilité et Maximisation d'Impact). Ce document définit la RSU comme « la responsabilité des universités vis à vis des impacts de leurs décisions et activités dans la société et l'environnement, grâce à des stratégies transparentes et éthiques ». Le but est d'établir un réseau durable de parties prenantes de la RSU avec un MANIFESTE EU-USR pour promouvoir la RSU en Europe.

#### Une vision globale et partagée dans nos UC de la FUCE ?

Au-delà de la *responsabilité sociale* consistant à assumer au mieux ses missions de formation et de recherche, **la RSU incite donc la communauté universitaire à s'interroger (1) sur les actions internes qu'elle peut engager en vue d'améliorer les conditions de vie et d'études de ses membres**, ainsi que (2) sur les actions externes qu'elle conduit dans son environnement (économique, social, écologique). Nos universités forment aujourd'hui non seulement des salariés, des cadres, des créateurs d'entreprises, mais aussi les citoyens de demain. Des initiatives permettent déjà la formation des étudiants aux compétences sociales par la conduite de projets, la valorisation des initiatives associatives-coopératives avec un réel engagement étudiant. Sans oublier que l'université s'est aussi

transformée pour répondre aux nouvelles missions que sont l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants en lien avec le monde socio-économique.

*Que font les universités en tant que société, et que font les universités dans la société, vis-à-vis d'elle ? Dans quelle mesure sont-elles capables de la faire évoluer, et quelle est leur exemplarité sociale ? C'est là leur responsabilité sociétale, au sens de leur capacité à agir sur elles-mêmes et sur la société pour faire progresser l'accès au savoir, dessiner des modes nouveaux de partage de connaissance, promouvoir des modes de vie soutenables, se projetant à une échelle intergénérationnelle, avec les dimensions interculturelles et interreligieuses (exemple du dialogue interculturel et interreligieux à l'intérieur de nos universités pour le promouvoir à l'extérieur). Nous en aurons des exemples au cours d'une table ronde que je remercie l'Université catholique du Portugal d'avoir organisée avec ses étudiants.*

Une première définition de la responsabilité sociale des universités pourrait dès lors s'organiser autour de ces quatre orientations (à partir de la référence citée plus haut, Annot, 2014, complétée par *Laudato Si'*) :

1. amplifier la formation des étudiants aux valeurs de citoyenneté (apprentissage du « bien commun » avec l'aide de l'enseignement social de l'Eglise) et, particulièrement, en valorisant les initiatives des étudiants sur leur territoire, dans le sens de *Laudato Si'*,
2. participer à l'élévation du niveau de qualification des jeunes et à la lutte contre les inégalités sociales et scolaires en faisant connaître les compétences spécifiques des établissements,
3. diffuser largement les résultats de la recherche universitaire en éducation, sur fond d'anthropologie chrétienne revisitée (interaction entre neurosciences et anthropologie corps-âme-esprit, apprentissage du discernement...),
4. proposer l'expertise des universitaires pour répondre aux besoins de l'économie, de la vie sociale et de la culture.

**La responsabilité sociétale des universités incite donc ces dernières à penser un continuum d'actions :** formations diplômantes, recherche, insertion professionnelle des étudiants, formation tout au long de la vie, y compris de ses personnels, et, inclusivement et par extension, de nouveaux modes diversifiés, créatifs de transmission et de partage de la culture et du savoir. L'enjeu est d'induire, par cercles concentriques, des effets de transformation sociale (éducation, création de liens) dans leur territoire et au-delà, selon une logique articulant le local au global (conception et diffusion numérique du savoir, coopérations internationales et contribution à l'émergence d'un espace européen de l'enseignement supérieur).

Exemples d'actions de nos UC :

- **Quand une université catholique propose de nouvelles formations croisant biologie et humanités chrétiennes**, en relation avec des structures de recherche industrielles et d'Etat, avec des comités d'éthique, et en organisant des débats de société avec les citoyens.

Exemple à l'Université Catholique de Lyon : une licence « sciences de la vie et humanités » (intégrant une réflexion en éthique des technologies du vivant à l'intérieur du parcours de biologie) a été lancée en 2014. Pour permettre à l'enseignement de l'éthique des sciences d'être bien reçu par les étudiants en sciences et par les enseignants-chercheurs scientifiques dont ce n'est pas la spécialité, il est important de *croiser*, et non pas simplement de juxtaposer, les éléments de science et de philosophie nécessaires à la réflexion éthique. Cette « pédagogie du croisement » est délicate et ambitieuse. Elle doit s'accompagner d'un effort d'adaptation du philosophe à l'enseignement de sa discipline en direction de jeunes étudiants en biologie. Elle est favorisée par l'approche type « *disputatio* » permettant aux étudiants de reprendre les arguments scientifiques et philosophiques des spécialistes

invités à débattre. Il s'agit de permettre aussi un dialogue entre un philosophe chrétien spécialiste des questions abordées et de jeunes étudiants chrétiens, musulmans, juifs ou sans religion. Cette licence s'appuie aussi sur des recherches contractuelles avec l'INRA (Institut national de Recherches Agronomiques, France), la formation de scientifiques de cette institution nationale à l'éthique, la constitution de comités d'éthique, et l'organisation de débats citoyens dans des tiers-lieux. Nos universités catholiques peuvent être ces tiers lieux où une prise de recul par rapport aux modes de vie de la société est possible, une atmosphère de dialogue bienveillant est promue, soutenue par une spiritualité chrétienne de l'hospitalité !

On peut souligner combien les universités catholiques peuvent contribuer de manière originale et performante à la recherche et à la formation en éthique des sciences et technologies aujourd'hui, en éthique des affaires aussi, via le croisement entre sciences et anthropologie chrétienne. Et cela aussi bien en biologie que dans le domaine de l'économie en lien avec l'enseignement social de l'Eglise (comme une autre formation de l'UCLy le traduit dans un master croisant philosophie et management). Si ces recherches et formations sont menées dans un esprit de dialogue avec la société en acceptant la confrontation avec les scientifiques et une recherche en co-construction avec eux, alors l'université catholique contribuera de manière efficace au service du bien commun pour toute la société. N'est-ce pas l'une de ses visées ?

- **Un Diplôme universitaire « Développement local-Droits Humains »**, basé sur l'enseignement social de l'Eglise et les droits de l'Homme au service du développement des territoires, ici et au loin. Au sein de l'UCLy, le CIEDEL (Centre International d'Etudes pour le Développement Local) et l'IDHL (Institut des Droits de l'Homme de Lyon), se sont associés pour créer une formation novatrice articulant développement local et droits humains.

La formation s'inscrit dans une dynamique nationale et internationale où les réflexions et actions de développement prennent aujourd'hui une dimension plus globale. En effet, les 2 approches sont complémentaires.

- ▶ Le DL est transversal et touche les secteurs économique, environnemental et social, rural et urbain, public et privé à travers le monde.
- ▶ Les DH permettent, en amont, d'axer les actions de développement local sur les droits indispensables à la dignité et l'épanouissement des personnes et des communautés et de les inscrire, en aval dans une perspective éthico-juridique d'évaluation et de promotion sociale.

Les droits humains sont souvent perçus comme étant réservés à des spécialistes du droit. Or, ils sont au cœur des questions de développement, questions intéressant le bien-être social de femmes et d'hommes qui en constituent la composante majeure. Ainsi, la formation, en offrant des clés de compréhension et des moyens pour associer DL et DH, contribue à faire de l'un et l'autre, les moteurs et supports d'un mieux-être collectif et individuel.

- **Au service des territoires : exemple du PROJET Europe/Rhône-Alpes « PART'INNOV » porté par l'UCLy**

L'objectif global du projet Part'innov est d'analyser dans quelle mesure les partenariats entre des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE), des associations intervenant dans les champs du handicap, des jeunes, de la solidarité (ESS) et des entreprises hors ESS, sont porteurs d'innovations sociales en termes de gestion renouvelée des ressources humaines et en termes de créations d'emplois. 5 actions de travail sont programmées dans le projet pour aboutir à la mise en place de modules de formation sur de nouvelles pratiques de management et de création d'emplois à travers des alliances entre entreprises de l'ESS et hors ESS.

L'UCLy et les AEH travailleront ainsi avec les entreprises et partenaires associatifs suivants : UNIS VERS l'EMPLOI (Rhône), TREMLIN (Ain), LHASSO (Rhône), ENVIE Rhône-Alpes (Rhône et Loire), Sita Suez Environnement (Rhône), CEGELEC (Ain), MILLE et UN REPAS (Rhône), TARVEL (Rhône), Est-Métropole Habitat, ARAVIS, Le Rameau, la CRESS (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire de RA).

- **Exemple du Service du « Vivre ensemble » sur un territoire et en Europe: du projet PLURIEL au Diplôme Universitaire « Droit, Religion et Laïcité »**

La présence de l'islam en Europe interroge la société dans toutes ses dimensions. Le monde académique n'est pas le seul à intégrer cette nouvelle donne majeure. À des degrés variés, tous les acteurs de la société sont concernés par cette réalité. La construction d'un vivre ensemble dépend aujourd'hui de la manière avec laquelle la présence de l'islam sera traitée.

La Plateforme Universitaire de Recherche sur l'Islam en Europe et au Liban (PLURIEL) été initié par la Fédération des Universités Catholiques d'Europe et du Liban (FUCE). Elle vise à favoriser le lien entre chercheurs travaillant sur l'islam et sur le dialogue islamo-chrétien, en rapport avec les chrétiens d'Orient, et aussi à susciter une interaction entre universitaires et acteurs de société, notamment au niveau des entreprises. L'objectif étant de décloisonner les champs de recherche sur l'islam et de développer des outils méthodologiques pour éviter des situations de blocage. La Plateforme électronique est la vitrine des activités de l'ensemble des groupes de recherche. Elle informe des nouveautés, des publications et des événements en termes de congrès, de colloques, de journées d'étude ou de conférences internationales. Elle offre aussi des ressources sous forme de vidéos, articles, etc.

Concrètement, il s'agit de mettre en place : 1) Une plateforme de coordination, 2) Des groupes de recherche en islamologie, 3) Un séminaire de type recherche-action regroupant des universitaires et des acteurs d'entreprise (au sens large du terme), 4) Un centre de formation académique pour des futurs enseignants-chercheurs et pour des médiateurs en entreprise et dans la société, 5) Un centre de documentation, 6) Un forum de rencontre et de dialogue entre chrétiens et musulmans.

Le choix de la zone géographique (Europe et le Liban) de PLURIEL est en lien avec la zone géographique de la FUCE. Il n'est cependant pas exclusif, il pourra couvrir en plus de l'Europe les différents pays de la Méditerranée, notamment la Tunisie, la Turquie et l'Égypte. Cette ouverture fait apparaître l'importance du rôle des chrétiens d'Orient. La recherche sur l'islam en Europe est appelée à bénéficier de leur expérience dans ce domaine. Leur médiation est cruciale et leur connaissance de l'arabe permettra une meilleure compréhension des sources musulmanes dans leur langue originelle.

Cette Plateforme est également utilisée dans le cadre d'un Diplôme d'Université portant sur « Droit, Religion et Laïcité » donné à Lyon pour la formation d'imams et de responsables musulmans de la Région. Bel exemple de participation d'UC au développement du territoire à travers le « vivre ensemble » !

- **Exemple d'Humanité à Lille** : lorsqu'une université catholique aménage un nouveau quartier urbain (par Thérèse Lebrun, rectrice déléguée UC Lille, France).

L'université catholique de Lille est très investie dans le domaine de la santé, avec notamment une faculté de médecine et deux hôpitaux. Sur une vaste zone de 130 hectares qui jouxte un des hôpitaux, l'UCLille a contribué, avec les collectivités locales, à l'urbanisation et l'aménagement de ce territoire rassemblant toutes les activités humaines : habitats de divers types, entreprises, commerces et services, activités sanitaires, médicosociales, universitaires et culturelles. Ce projet urbain, orienté vers le développement durable et favorisant le vivre ensemble, est le fruit d'une gouvernance ascendante associant étroitement les acteurs de terrain, des universitaires, des élus et des urbanistes.

Sont accueillis des populations diverses (jeunes ménages, familles avec enfants, étudiants, personnes âgées, personnes dépendantes ou souffrant de handicap). Sont présents également des établissements sanitaires ou médicosociaux, des instituts de formation, crèches, activités de commerce et services, avec un accent sur la mutualisation des équipements, services, logistique, avec un grand lieu d'accueil et d'animation situé au centre et comportant une chapelle, une librairie et différentes salles de réunion et d'exposition.

L'un des aspects essentiels d'Humanité est l'attention portée à la mixité des activités et des populations. En raison de sa forte implication dans le domaine de la santé, l'UC Lille a souhaité accorder une place particulière à l'insertion d'établissements et de services prenant en charge les personnes porteuses de handicap, y compris de handicap social, et de personnes dépendantes. Ainsi, en plus de l'hôpital, quatre autres établissements sanitaires de 230 lits au total ont été implantés, de même que des services de soins à domicile. Au-delà de l'aménagement, c'est l'animation du vivre ensemble dans la diversité qui est visé, avec notamment un « living lab » permettant aux divers habitants de co-élaborer leur avenir commun via des initiatives partagées. Bel exemple de responsabilité sociétale, d'incarnation de l'enseignement social de l'Église et de l'option préférentielle pour les pauvres !

### Les UC face aux défis migratoires

Parmi les défis à relever pour nos universités :

- Former les migrants au Français dans une perspective de reprise d'études ou d'insertion professionnelle
- Œuvrer pour l'insertion sociale et académique des migrants
- Accueillir des chercheurs migrants dans nos laboratoires

On pense aussi à l'accueil des réfugiés, comme nous le verrons avec le réseau jésuite qui nous sera présenté.

### Des « Campus durables » dans nos universités catholiques

L'action de nos universités trouve sa pleine cohérence et sa profonde légitimité dans l'articulation entre :

- **d'une part la production du savoir et sa transmission** visant à former le plus grand nombre d'étudiants diplômés et à les aider à obtenir un emploi, et,
- **d'autre part la diffusion multiforme des savoirs et des pratiques solidaires en son sein et à l'extérieur** : accès facilité au savoir, dans sa forme fondamentale en adoptant le principe des archives ouvertes, comme dans des formes dérivées ou adaptées, en usant des divers médias disponibles, à l'intention de ses personnels, des populations environnantes et au-delà ; actions culturelles partagées, soutien scolaire proposé par les associations étudiantes, en passant par des actions d'aide à l'insertion, etc., dans un souci d'ouverture de l'université vers la ville et la société, mais aussi d'ouverture à la ville. On pense ainsi au CAMPUS DURABLE ET APPRENANT, où notamment les questions de santé globale (corps-âme-esprit dans les écosystèmes) sont abordées et mise en œuvre.

Cet enjeu peut devenir l'affaire de tous les acteurs de l'université : étudiants, personnels, administratifs et enseignants, associations, si une vision globale et partagée parvient à se constituer. D'où l'importance de mentionner clairement la troisième mission des UC dans nos chartes d'établissements.

En résumé rappelons que le Développement Durable, souvent assimilé à la RSU, est un point certes essentiel mais qui doit bien intégrer pour nous l'Enseignement social de l'Église et l'éthique, dans le

souffle de l'écologie intégrale. Enfin le service de la société pluriculturelle d'aujourd'hui passe aussi par celui de l'interreligieux et de l'interculturel, abordé dans cette AG. Notons pour terminer comment les deux projets que porte la FUCE, Pluriel et *European humanism in the making*, entrent dans cette perspective, comme nous le verrons au cours de cette AG 2017.

### Conclusion : une charte RSU pour les Universités Catholiques ?

Pour conclure, voici le préambule d'un projet de charte de responsabilité sociétale des universités catholiques que Pierre Calame, qui a dirigé la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès, propose aux universités de la FIUC-FUCE de travailler et de reprendre ensemble à l'assemblée générale de la FIUC en juillet 2018 à Maynooth.

### Charte des universités responsables et solidaires

#### Préambule

Nous, Représentants d'Universités catholiques du monde, considérant :

- 1- Que la poursuite indéfinie des modes de vie et de développement actuels est incompatible avec l'harmonie entre les sociétés, la préservation de l'intégrité de la planète et la sauvegarde des intérêts des générations futures, comme l'a souligné l'encyclique *Laudato Si'* du Pape François ;
- 2- Que l'ampleur et l'irréversibilité des interdépendances qui se sont créées, entre les êtres humains, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère, constituent une situation radicalement nouvelle dans l'histoire de l'humanité, transformant celle-ci de façon irrévocable en une communauté de destin ;
- 3- Que la conscience et l'exercice de nos responsabilités partagées vis-à-vis de la planète et de l'humanité sont l'expression de notre appartenance à cette communauté de destin ;
- 4- Que l'ampleur des changements aujourd'hui nécessaires est hors de portée de chacun de nous et implique l'engagement de toutes les personnes et de toutes les institutions publiques ou privées, au premier rang desquelles les institutions universitaires ;
- 5- Que les modalités juridiques, politiques et financières actuelles de pilotage et de contrôle des institutions publiques et privées, y compris des institutions universitaires, ne les incitent pas à assumer pleinement leurs responsabilités à long terme et tendent à les enfermer dans des logiques de compétition plutôt que de coopération, de conformisme plutôt que de d'innovation radicale ;
- 6- Que notre co-responsabilité est de mobiliser nos compétences, nos connaissances et notre influence au service de la sauvegarde de notre planète et de notre humanité ;
- 7- Que notre liberté d'enseigner et de chercher, pour justifiée et réelle qu'elle soit, masque néanmoins les rapports de force qui orientent nos recherches et notre enseignement, en fonction des besoins de l'économie ou de la concurrence sur le marché international de l'enseignement supérieur ;
- 8- Que cette liberté, à laquelle nous sommes attachés, ne nous dispense pas, au regard des enjeux du vingt et unième siècle, de fonder le nouveau contrat entre nous et le reste de la société ;

En réponse à l'invitation pressante du Pape François à nous engager dans ce combat pour sauver la biosphère et l'humanité des périls où les jettent l'état actuel d'irresponsabilité, nous adoptons, au nom de nos institutions respectives, la présente Charte des universités responsables et solidaires et nous nous engageons à en faire le fondement de nos comportements et de nos relations avec les autres universités et avec les acteurs de la société, tout particulièrement ceux des territoires sur lesquels nous

sommes implantés ; à la promouvoir auprès de notre corps professoral et auprès de nos étudiants ; à en tirer les conséquences dans nos programmes et méthodes d'enseignement.

➤ **Former des professionnels socialement responsables depuis l'université)**

(Juan Pérez-Miranda et Pilar Giménez, Universidad Francisco de Vitoria, Madrid, Espagne)

Ce document aborde le concept de la Responsabilité Sociale des Universités depuis l'axe de la *Formation Intégrale de l'Universitaire*, socle de *notre proposition de définition personnelle de la Responsabilité Sociale des Universités*. Il se conclut sur la nécessité urgente de former nos universitaires à la Responsabilité Sociale, quel que soit le domaine dans lequel ils seront appelés à exercer demain.

La Formation Intégrale de l'Universitaire

L'objet de toute éducation universitaire est de faire que l'humain soit plus humain, dans le sens authentique de ce terme, c'est-à-dire faire de cet être une personne qui complète, perfectionne et atteint tous ses potentiels et aptitudes. L'Université doit le mettre sur ce cap, lui ouvrir la voie et lui donner les ressources pour atteindre cet objectif.

Cette formation intégrale proposée par l'université doit couvrir plusieurs aspects : *l'aspect technique*, avec la formation de professionnels hautement qualifiés ; *l'aspect de recherche*, avec la quête de nouvelles connaissances ; *l'aspect humain*, avec la défense des valeurs fondamentales comme la dignité de la personne, le caractère sacré de la vie, la liberté de penser, d'exprimer et de professer ses propres convictions, le rôle central de la famille, la coopération collective pour atteindre le bien commun, et *l'aspect de formation de la conscience et du sens moral*, qui doit être intégré à la formation technique et intellectuelle.

Former de manière intégrale signifie susciter la personne que chacun porte en lui, pour qu'il « devienne celui qu'il est », guider l'être humain sur le chemin qui le conduira à devenir une personne dans le sens authentique et profond du terme. Face à l'augmentation des savoirs et à la spécialisation croissante de chaque discipline universitaire, la formation intégrale promeut une synthèse des savoirs pour que les universitaires ne perdent pas le sens profond de leurs connaissances et de leur épanouissement personnel. Cette assimilation des savoirs se voit facilitée par la réflexion et la communication interdisciplinaire.

Définition de la Responsabilité Sociale de l'Université

Comme point de départ, nous proposons de « traduire » les principes qu'une entreprise socialement responsable doit respecter à la sphère personnelle, pour ainsi définir ce qu'est **un professionnel socialement responsable** :

**Premièrement**, la transparence qui est exigée à l'entreprise vis-à-vis de ses parties prenantes pourrait être traduite de la manière suivante lorsqu'elle s'applique à l'individu : « Tu ne mentiras point » (en négatif) ou « sois toi-même, sois celui que tu es » (en positif) . En d'autres termes, *mets ta profession au service des autres*, crée de la richesse et du bien-être dans l'exercice de ton travail (fonction sociale essentielle), non seulement pour toi, mais aussi pour tes collègues, tes employés, tes responsables, tes clients et fournisseurs... et au-delà de la seule richesse matérielle, crée aussi de la richesse intellectuelle et morale. Travaille avec le souci du bien-être de ceux qui travaillent à tes côtés, qu'ils se sentent à l'aise et en confiance. Réfléchis au sens de ta profession, dans quelle mesure tu contribues

à l'amélioration de ton environnement direct. Lorsque tu occupes un poste à responsabilité dans la société, si tu as compris et fait tienne la véritable justice sociale, efforce-toi de contribuer efficacement à l'augmentation de la production, pour produire « plus et mieux », car sans réelle augmentation de la richesse, il ne te restera que la pauvreté à distribuer.

Un professionnel engagé comprend le sens ultime de son effort pour augmenter la production, qui n'est autre que celui d'augmenter la « distribution ». Un professionnel engagé comprend que le sens universel des biens signifie que sa propriété, son capital et son travail ont une orientation profondément sociale.

**Deuxièmement**, un professionnel socialement responsable ne discrimine personne pour des questions de sexe, d'ethnie ou de religion, ce qui, exprimé de manière positive, reviendrait à dire : « Crée des valeurs partagées face à l'individualisme et à la compétitivité ». Dans un monde d'ouverture, de diversité et de mondialisation, travaille pour l'égalité, depuis le respect de la dignité de la personne, de toutes les personnes, indépendamment de leur situation physique, psychologique, économique ou sociale. N'utilise pas tes collègues comme des moyens pour arriver à tes fins, ni comme de simples outils de rendement, mais reconnais en chacun d'entre eux la valeur infinie de la vie humaine.

Qui travaille depuis cette vision établit des relations personnelles sur son lieu de travail très différentes de celles qui prédominent aujourd'hui. Nous vivons une époque de confusion dans le domaine du travail : le harcèlement moral, l'exploitation en fonction du nombre d'heures investies dans le travail, l'impossibilité de concilier vie professionnelle et familiale, la concurrence déloyale dans les relations entre collègues, la sensation de n'être réduit qu'à un simple pion interchangeable, sans identité propre, que l'on ne valorise qu'en fonction de son rendement... autant de réalités malheureusement d'actualité, plongeant leurs racines dans un processus de déshumanisation qui envahit tout, jusqu'aux structures du travail.

Face à cela, le professionnel engagé travaille pour quelque chose de plus qu'une simple rémunération économique ou la reconnaissance sociale : il travaille avec une vocation de service, qui lui permet de mieux projeter son travail, parce qu'un objectif et une raison d'être accompagnent ses tâches quotidiennes.

La **troisième** maxime caractéristique d'une entreprise socialement responsable que nous pourrions adapter à l'échelle individuelle est « tu n'abîmeras pas la planète » qui, exprimé de manière positive, reviendrait à : « tu soutiendras un développement durable ». Le professionnel socialement responsable se préoccupe de et participe à la construction d'un monde meilleur, il ressent la responsabilité personnelle qui lui revient dans la tâche commune d'en finir avec l'injustice sociale. De nouveau, ce principe va bien au-delà de la défense du respect de l'environnement. Il se base sur une attitude de réponse aux abus commis à l'encontre des droits fondamentaux des personnes et, par extension, à l'encontre de l'écosystème.

La société civile s'indigne de plus en plus fortement face aux entreprises qui ne respectent pas les trois principes de transparence, de non-discrimination et de développement durable. Elle sanctionne les entreprises qui les violent, récompense celles qui les respectent. Nous le traduisons à la sphère individuelle : le monde a un besoin urgent de personnes disposées à incarner ces valeurs. C'est dans ce contexte que l'université se place comme un élément essentiel du travail de formation de professionnels engagés dotés de principes, de bons professionnels disposés à rendre à la société ce qu'ils ont reçu d'elle.

Le document élaboré lors de la Conférence Mondiale sur l'Enseignement Supérieur célébré en 1998 par l'Unesco déclare que, parmi les fonctions de l'enseignement universitaire, se trouve aussi la mission de contribuer au développement durable et à l'amélioration de la société dans son ensemble : « *les institutions de l'enseignement supérieur devront offrir aux étudiants la possibilité de développer*

*pleinement leurs propres capacités dans le sens de la responsabilité sociale, en les éduquant de sorte qu'ils participent activement à la société démocratique et qu'ils promeuvent le changement source d'égalité et de justice ».*

Malgré tout cela, pratiquement toutes les universités se concentrent aujourd'hui sur la transmission de connaissances et le discours théorique plutôt que sur l'intégration effective de la formation à la responsabilité sociale dans leurs projets éducatifs. Il ne s'agit pas de mener à bien des actions ponctuelles altruistes ou à caractère humanitaire. Cette question ne peut même pas être identifiée au seul bénévolat.

La Responsabilité Sociale des Universités implique de former des élèves doués de capacités d'engagement, d'écoute et de dialogue, à même de prendre de la distance vis-à-vis des problèmes, de savoir voir avec les yeux de l'autre et de se mettre à sa place, d'articuler une pensée critique, capable d'identifier les éléments d'un ensemble et leur interdépendance, d'avoir de l'empathie, de comprendre le sens authentique du service, de la solidarité et de la compassion, de « souffrir avec l'autre ».

Il s'agit d'apprendre à faire pour influencer son propre environnement, d'apprendre à travailler en équipe, pour coopérer avec les autres au changement social, d'apprendre à développer pleinement ses propres capacités avec le sens des responsabilités, pour pouvoir participer de manière active dans la société. Former des personnes engagées auprès de leur entourage et de leur prochain, en reconnaissant que si leur action professionnelle influence leur environnement plus immédiat, elle va aussi bien au-delà dans l'espace dans le temps. Et tout ceci en passant par une phase de découverte de soi : connaissance de son propre talent, de ses intérêts, valeurs, aspirations et fragilités, c'est-à-dire une découverte de sa propre identité.

#### Les dimensions de notre concept de Responsabilité Sociale des Universités

À partir de la définition proposée, il reste à concrétiser les dimensions qui composent la Responsabilité Sociale des Universités plus en détail :

##### **1. *Engagement personnel au moyen de l'engagement auprès des autres, en particulier auprès des plus exclus de la société :***

L'Université ne saurait être un « îlot de bonheur », une « tour d'ivoire » d'où l'on contemple à distance la réalité complexe qui, au-delà du campus et des amphithéâtres, réclame des solutions urgentes. Par définition, l'universitaire doit s'ouvrir à l'universel, et au sein de cette universalité existent aussi d'autres réalités difficiles, lointaines et en même temps chaque fois plus proches sur une planète mondialisée, des réalités face auxquelles on ne peut fermer les yeux si l'on est doté d'un esprit universitaire authentique.

La personne est une réalité dialogique, communautaire qui, par ses rencontres avec les autres, se perfectionne et perfectionne son entourage. Avec la formation à la Responsabilité Sociale, l'universitaire a l'occasion d'interagir avec des personnes différentes de celles dont il a l'habitude. Il est évident que les rencontres ne se valent pas toutes... lorsqu'un universitaire a la possibilité de rencontrer en personne un détenu, un malade en phase terminale ou une personne en situation de handicap, et que de cette première prise de contact naît une relation personnelle qui lui permet de mettre en pratique toute la capacité de service dont il dispose, une transformation personnelle opère en lui, née de cette rencontre - car en venant en aide à autrui, c'est à lui-même qu'il vient en aide.

Rapidement, il découvre qu'en donnant l'on reçoit plus que l'on donne. Il comprend de l'intérieur, dès le départ, de son propre compte, la raison profonde de la nécessité de s'ouvrir aux autres, et en particulier à ceux qui vivent une situation d'injustice, de douleur ou de limitation. Il expérimente la

grandeur de se donner aux autres, les « fruits de la rencontre », qui l'amène à reconnaître qu'il peut faire quelque chose pour améliorer son environnement, à fuir le scepticisme qui imprègne tout et le tient enfermé dans la médiocrité et le conformisme.

Un changement se produit alors dans sa perception des autres et de lui-même. Il s'agit déjà d'un regard qui transforme celui qui le porte et celui sur qui il se porte. C'est le regard qui naît de la découverte de la dignité de l'être humain, qui s'ouvre en abandonnant les préjugés, un regard propre qui ne juge ni ne récrimine, un regard ouvert à l'être.

Et de cette rencontre (comprise dans le sens quintasien : se rencontrer ne se réduit pas à être proche, mais à entrer en jeu de manière créative pour s'enrichir mutuellement) naissent le plaisir, la joie, la satisfaction intérieure, « la capacité à vibrer face à quelque chose de précieux », car la rencontre enrichit notre vie personnelle, nous fait grandir, nous met sur le chemin de la plénitude.

## **2. Découverte personnelle des valeurs :**

À travers la Responsabilité Sociale de l'Université, l'élève se forme aux valeurs de générosité et de fidélité (qui impliquent la disposition à créer à chaque instant ce que l'on s'était engagé à créer). Il forme ainsi sa volonté par l'habitude, la constance et la persévérance, car lorsqu'un élève apprend à s'ajuster aux rythmes naturels, quand il lui faut savoir attendre, supporter la difficulté extérieure, l'accepter en toute sérénité, contrôler ses impulsions et son empressement à s'adapter à l'autre, alors il découvre des réserves de patience insoupçonnées tant il en aura usé auprès des personnes qu'il assiste.

Son désir de comprendre l'autre grandit aussi, celui de se mettre à sa place, d'échanger des idées, des sentiments, des aspirations et des projets, car en définitive il expérimente que ce qui le lie à l'autre est bien plus grand que ce qui l'en sépare – il découvre ainsi que tous les êtres humains partagent les mêmes préoccupations, les mêmes illusions et désirs... même si nos circonstances personnelles sont diamétralement opposées, chacun d'entre nous aspire à aimer et à être aimé.

De l'empathie naît la prise de conscience que l'on a beaucoup à apprendre d'autrui, même si en théorie on lui vient en aide. La solidarité doit être un aller-retour, une voie à double sens, où l'on ne se contente pas de descendre du haut vers le bas, mais d'échanger l'un et l'autre, d'être ouvert à l'écoute des propositions de l'autre et à vibrer à l'unisson.

C'est la collaboration féconde entre deux réalités qui créent un espace de jeux en commun, qui à son tour débouche sur la perception de deux domaines de vie (tu m'influences et je t'influence, tes problèmes sont mes problèmes tout comme mes joies sont tes joies). Et cela a une conséquence directe : dans la mesure où je me sens important, utile et nécessaire aux yeux d'un autre, je me rends compte que j'ai bien de l'importance pour lui et son regard me fait me sentir unique et inimitable, ainsi j'apprends à me regarder avec amour à mon tour.

## **3. Formation de la conscience sociale :**

L'universitaire qui sort de son cadre habituel, qui découvre ces autres qualités existant au-delà des murs des salles de cours, non par le biais des médias ou de tierces personnes mais en direct, en chair et en os, qui donne de son temps et de sa personne prend conscience de la situation privilégiée dans laquelle il a eu la chance de vivre, ne serait-ce que du fait d'avoir eu accès à des études universitaires.

Il découvre alors que personne ni rien de ce qui se passe dans son environnement ne saurait lui être étranger ni indifférent, car il sait reconnaître ses semblables comme des égaux, des personnes dignes qui jouissent des mêmes droits que lui.

C'est pourquoi il assume la part de responsabilité personnelle qui lui incombe dans la résolution des problèmes qui affectent les personnes de son entourage le plus proche et, pourquoi pas, le plus éloigné. Il se rend compte que rien de ce qu'il fait ou omet de faire n'est indifférent, que ses actions ont des conséquences directes sur les autres, parce qu'il demeure un être social vivant en communauté.

#### **4. *Meilleure connaissance de la réalité de la souffrance les autres :***

Lorsque l'universitaire fait face aux situations de privations, de douleur et de difficultés que vivent les autres, il évalue sa propre situation d'une manière différente, il peut reconnaître qu'il lui arrive de se noyer dans un verre d'eau et il prend conscience de tous ses avantages.

Face à la douleur d'autrui, lorsque l'on connaît personnellement la personne qui souffre, il est impossible de demeurer indifférent. La mort, la maladie, la marginalisation ou la misère sont autant de gifles au visage du jeune universitaire qui le conduisent à se poser sérieusement les questions que tout être humain se pose tôt ou tard : quel est le sens de la douleur ? Qu'y a-t-il après la mort ? Pourquoi certains meurent de faim tandis que d'autres vivent dans l'opulence ? Il est alors inévitable de se demander : que ferais-je à sa place ? Si cela m'arrivait, comment réagirais-je ?

On accuse la jeunesse d'aujourd'hui de manque de tolérance face à la frustration, l'on dit qu'il s'agit d'enfants à qui l'on n'a jamais rien refusé, que leur vie est facile, sans beaucoup d'efforts et qu'il jouissent de beaucoup d'aide et de protection, qu'on leur a évité de voir les aspects les plus difficiles de la vie, qu'ils ont été surprotégés par une société hédoniste qui anesthésie la douleur à tout prix ... ils n'acceptent pas un non pour réponse, or c'est pourtant dans les situations de difficultés, qu'elles soient personnelles ou celles d'un autre, que l'être humain peut tirer le meilleur ou le pire lui-même. Accompagner dans la douleur ou la privation est une expérience extraordinaire pour se connaître en profondeur et relativiser ce qui nous arrive en étant témoin de problèmes plus graves que les nôtres.

#### **5. *Aborder la profession depuis l'engagement social :***

L'universitaire qui aura eu l'occasion de mener à bien ce processus de découverte personnelle par l'Action Sociale projettera très probablement de continuer à travailler, une fois dans la vie active, avec plus de formation, de préparation et de capacité d'influence pour changer son environnement.

Comme nous le disions précédemment, il ne lui suffira plus de gagner un bon salaire et d'obtenir reconnaissance ou prestige social : il percevra l'exercice de sa profession sur la base de principes moraux comme un moyen très concret d'apporter au bien commun et à la justice sociale, parce qu'au-delà de ses intérêts particuliers, bien souvent égoïstes et individualistes, il reconnaîtra la valeur du respect de l'autre.

C'est en cela que consiste être un professionnel socialement responsable qui, en plus d'être excellent dans sa spécialité, se trouve comblé sur un plan personnel. Le secret du bonheur passe par le don de soi aux autres, ce n'est qu'ainsi que l'homme peut aspirer à la plénitude à laquelle il est destiné.

Le jeune qui assimile cette leçon lors de ses années universitaires aura du mal à l'oublier lorsqu'il intégrera le monde du travail. S'il se l'ait appropriée, qu'il l'a intégrée dans ses tâches quotidiennes comme une attitude face à la vie qui l'anime à chaque instant, il saura aussi la mettre en œuvre dans l'exercice de sa profession.

#### **Conclusions**

Nous sommes convaincus que le concept de Responsabilité Sociale des Entreprises ne deviendra une réalité dans le monde de l'entreprise que dans la mesure où ses valeurs et principes seront incarnés par chacun des membres du personnel, du directeur jusqu'au dernier employé embauché. Et c'est ce processus qui prend du temps, tant il implique un changement de mentalité. Il s'agit donc d'un changement qui ne pourra être improvisé ni imposé de l'extérieur, quel que soit le nombre de lois qui s'y attellent. Il doit être mené à bien de l'intérieur et avec conviction, ce qui à son tour passe nécessairement par un processus de formation et d'apprentissage. Et c'est là que l'Université doit jouer un rôle de premier plan, ne laissant aucune part au hasard ou à l'improvisation dans un sujet comme celui-ci. Elle doit assumer sa responsabilité de former des professionnels engagés dans leur époque et auprès de leur entourage.

Le moment est venu pour le monde universitaire d'offrir de nouvelles ressources et instruments afin de répondre aux besoins urgents de la société actuelle en termes de travailleurs socialement responsables. Depuis l'Universidad Francisco de Vitoria, nous parions sur une formation intégrale universitaire qui prend en compte cette dimension sociale de la personne, et c'est la raison d'être d'une matière comme celle que nous avons présentée dans cet article, et que nous avons intégrée à notre cursus, avec la même importance et le même niveau d'exigence que n'importe quelle autre discipline.

En résumé, nous concluons avec cette maxime qui définit la Responsabilité Sociale des Universités telle que nous l'entendons : « *c'est l'engagement social que je prends aujourd'hui en tant qu'universitaire afin de savoir exercer ma profession de demain au service des autres, comme une contribution au bien commun* ». Le changement que nous défendons passe nécessairement par un changement personnel, qui à son tour débouchera sur un changement structurel et institutionnel : ce sont les personnes qui, lorsqu'elles envisagent l'exercice de leur profession, font de leur entreprise un agent du changement social, pour le meilleur ou pour le pire.

#### ➤ **La responsabilité sociale des universités dans le cadre de l'enseignement supérieur inclusif**

(Gabriel Martínez Rico et José Tena Medialdea, Campus Capacitas, Universidad Católica de Valencia, Espagne, Membres du Comité Scientifique sur l'inclusion et le handicap du Projet CIRAD-FIUC)

Mots clés : Handicap, Conception pour tous, Enseignement Supérieur Inclusif.

L'accès à la formation des personnes en situation de handicap constitue l'une des réussites politiques, économiques, sociales et culturelles les plus significatives de ces dernières décennies. Il s'agit d'un phénomène universel de grande portée, car il reflète les importantes transformations culturelles qui se sont progressivement produites au cours de ces années et met en exergue la pertinence du droit à l'éducation pour tous dans tous les domaines de la réalité sociale (Commission Européenne, 2010). On pourrait de fait affirmer qu'il est impossible d'atteindre l'inclusion pleine et entière, ou tout du moins avancer vers elle, sans un enseignement toujours plus inclusif. C'est pourquoi, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, les universités doivent relever le défi social qu'implique la configuration d'un espace universitaire intégrant cette référence de l'enseignement supérieur inclusif (Martínez-Rico, Tena, Cañadas, Pérez-Campos & García-Grau, 2018).

Ce défi social, élément consubstantiel de la Responsabilité Sociale des Universités (RSU), exige que les universités promeuvent des politiques sociales d'égalisation en s'appuyant sur l'égalité des chances, la non-discrimination et l'accès universel, en garantissant le droit fondamental à l'éducation et en contribuant à la génération d'un système de formation inclusif à tous les niveaux de l'enseignement.

La Convention relative aux droits des personnes handicapées (ONU, 2006) a sans nul doute constitué une grande avancée internationale en obtenant un engagement ferme des États Membres en faveur de l'inclusion. Cependant, les mesures politiques décidées et les avancées obtenues dans le système universitaire quant à l'inclusion des personnes en diversité fonctionnelle demeurent insuffisantes. Les barrières sociales, culturelles et physiques persistent et les difficultés d'accès et de promotion universitaire dans la formation supérieure comme dans la transition et l'intégration dans le monde du travail des étudiants restent très complexes dans les différents pays.

En ce sens, l'Université, face à cet important défi académique, peut se muer en un espace de référence sociale dans l'enseignement inclusif sur une double-dimension : a) la dimension plus spécifiquement dédiée à l'étudiant, et b) depuis une perspective beaucoup plus large, centrée sur l'ensemble de la société. Dans le premier cas, les politiques de RSU sont dédiées à la promotion de l'accès des personnes en situation de handicap à l'Enseignement Supérieur, à leur maintien et leur progrès dans l'université et, nécessairement, à leur intégration postérieure sur le marché du travail. De même, les politiques doivent être orientées vers la participation et la représentation des personnes en situation de handicap dans les différents domaines de l'université et pour créer des environnements d'apprentissage inclusifs ainsi que des espaces d'immersion professionnelle par le biais de soutiens.

La seconde dimension, à l'opposé, intègre une vision plus profonde et étendue, projetée vers la société dans son ensemble, qui s'identifie au cœur de la mission universitaire et intègre le handicap et l'inclusion comme valeur d'entreprise, *identitaire* et déontologique. Depuis l'angle transversal et pluridisciplinaire, l'Université peut fonder les bases d'un discours institutionnel, épistémologique et social qui garantisse l'égalité des chances, la non-discrimination et l'exercice des droits et libertés fondamentales dans les différents domaines éducatifs, sociaux, culturels et professionnels. Cette perspective suppose d'identifier les besoins sociaux des personnes en situation de handicap ainsi que leurs familles, en abattant, dans la mesure du possible, les barrières sociales et culturelles qui entravent leur inclusion complète. Cela suppose aussi de soutenir des lignes de recherche, d'innovation et de transmission sociale orientées vers la création d'une culture plus inclusive et une société plus solidaire et égalitaire, en générant des structures de changement et de transformation sociale fondées sur le développement humain intégral (Martínez-Rico *et al.*, 2018).

Ces deux visions, l'une plus concentrée sur l'étudiant et l'autre faisant la part belle à la société, se complètent et constituent la base d'une politique institutionnelle adéquate de l'inclusion.

En conclusion, il convient de souligner que la FIUC, dès 2015 et à travers son Centre International de Recherche et d'Appui à la Décision, appuie le Programme International de soutien aux universités « Avancer vers une culture et une pédagogie inclusives ». Ce programme vise à promouvoir le développement de politiques institutionnelles inclusives et la conception et la mise en œuvre de programmes de prise en charge du handicap et d'inclusion dans les plans stratégiques des universités. Il cherche donc à placer l'inclusion des étudiants en situation de handicap au cœur des préoccupations des universités, en développant ainsi un référentiel d'identité et, par conséquent, un objectif central de sa RSU. Dans ce sens, la FIUC, en collaboration avec l'Universidad Católica de Valencia, a récemment promu une initiative intéressante : la création de l'Observatoire International Capacitas UCV-FICU. Cet Observatoire, qui compte aussi la participation de plus de 20 universités latino-américaines et européennes, a pour objectif principal de contribuer à développer un réseau d'universités de tous les continents afin de soutenir les politiques de RSU autour de la question de l'enseignement supérieur inclusif.

---

#### Références :

Commission Européenne (2010). *Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entraves*

Martínez-Rico, G.; Tena, J.; Cañadas, M.; Pérez-Campos, C.; & García-Grau, P. (2018). *Enseignement supérieur inclusif. Guide pour la conception d'un plan de prise en charge du handicap et de l'inclusion dans les universités*. Paris : L'Harmattan.

Nations Unies, ONU (2006). Convention sur les Droits des Personnes en situation de Handicap. Assemblée Générale. 76<sup>ème</sup> session plénière. New York : Organisation des Nations Unies.

### ➤ Proposition d'une perspective plus large

(Max Bonilla, SSL, STD, Université Francisco de Vitoria, Madrid, Espagne)

Notre approche, à l'Université Francisco de Vitoria (UFV), résout un problème que j'ai pu observer au cours de mes voyages à travers le monde intellectuel catholique. Ce problème devient évident lorsque la communauté d'une université se divise sur le plan idéologique au lieu d'apprécier et de soutenir la communauté universitaire pour la richesse de la diversité de ses points de vue. Au fil des années, de nombreuses universités ont renforcé leur engagement envers la responsabilité sociale. Toutefois, certains domaines ont été ignorés, car ils ne cadraient pas bien avec le modèle de responsabilité sociale que nous encourageons (c.-à-d., les domaines plus théoriques, ou ceux qui ne font pas partie des types de programmes qui incluent traditionnellement des activités axées sur la responsabilité sociale, par exemple, un programme élémentaire en biologie humaine ou une introduction à la philosophie du droit). J'ai découvert ainsi que, si certains départements universitaires nourrissaient une vision du monde ou de l'humanité sans Dieu sous prétexte de neutralité, même s'ils étaient parfois fortement engagés envers une forme de justice sociale, cela pouvait facilement se transformer en un désintérêt marqué pour l'Église et la revendication chrétiennes. D'après mon expérience, on note une tendance croissante à soustraire notre engagement envers la justice sociale des départements qui semblent moins proches de ces intérêts sociaux. Cela a eu pour conséquence, selon moi, dans le domaine de la formation supérieure catholique, qu'une idéologie non examinée qui sous-tend tout domaine universitaire entraîne souvent des divisions internes au sein des universités. On observe alors une compétition dans la conquête du cœur et de l'esprit de nos étudiants pour des objectifs parfois contradictoires, car il se pourrait que les philosophies qui sous-tendent chaque champ du savoir soient contradictoires. En tant que catholiques, il nous semble que nous devons avoir une vision différente du monde, de la valeur de l'être humain, de la société, de la quête de réponses, etc., qui touche non seulement n'importe quel domaine dans lequel on peut établir un lien avec la doctrine sociale de l'Église, mais aussi tous les champs du savoir, y compris les plus théoriques, qui n'en restent pas moins importants pour l'esprit. Notre approche se caractérise par un respect profond de toutes les traditions religieuses, ou athées, mais elle provient directement de la philosophie catholique de l'université. J'insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'imposer une idéologie, mais plutôt d'encourager une façon de poser des questions. Il s'agit d'une façon d'encourager toutes les personnes de l'université à poser des questions plus profondes sur la réalité de l'être humain dans chaque programme d'études et de sciences, y compris les programmes sur la responsabilité sociale.

L'Université Francisco de Vitoria a demandé à tous ses départements et champs du savoir de réfléchir à leur mission par le biais d'une nouvelle perspective d'anthropologie, de vérité et d'éthique chrétienne, pour que la quête humaine de connaissance puisse être organisée dans une vision commune qui pourrait alors être exprimée dans un dialogue avec les domaines pratiques, où la responsabilité sociale trouve sa place, tout comme elle la trouverait possiblement dans les domaines théoriques dont l'implication est moins « pertinente » à l'implication sociale. Cette approche respecte la conscience des professeurs à l'échelle individuelle et leur liberté universitaire en se centrant sur la recherche de réponses qui devrait être menée à l'université, si celle-ci prend sa mission intellectuelle au sérieux. Deux avantages immédiats résultent de cet effort à l'UFV. Le premier est que la philosophie catholique, parce qu'elle respecte toutes les traditions de foi, bénéficie d'une plus grande acceptation

au sein de l'institution. Le deuxième avantage est que l'engagement envers la responsabilité sociale n'est plus simplement compris comme un domaine réservé aux matières les plus concrètes ; la responsabilité sociale bénéficie désormais d'un respect accru au sein de l'université, même de ceux qui n'y prennent pas part directement. Ce phénomène est dû au fait que des professeurs provenant de domaines plus théoriques emploient désormais un cadre intellectuel qui permet d'apprécier l'engagement de l'université envers la responsabilité sociale et considèrent qu'elle est solidement ancrée dans la vie de l'esprit. La dichotomie entre les aspects purement intellectuel et pratique s'est réduite et a permis de créer une approche plus globale qui se traduit par une communauté universitaire davantage intégrée.

### Les quatre questions qui distinguent l'UFV dans son approche de la mission de l'université et de la responsabilité sociale

Il y a de nombreuses années, l'UVF a acquis la conviction que la sécularisation croissante des institutions d'enseignement supérieur a mené à une déshumanisation de la personne au sein des universités, qu'il s'agisse des étudiants ou des praticiens, dans de nombreux champs du savoir ou d'objets d'étude ou de pratiques dans ces domaines. L'UFV a décidé d'évaluer sa mission en se fondant sur le rôle de l'être humain dans la communauté d'intellectuels que constitue l'université. Il s'agit d'un aspect fondamental, car c'est au sein de cette communauté d'intellectuels que les futurs professionnels et citoyens actifs sont formés. Ces derniers pourront à leur tour avoir une incidence directe sur l'avenir des sociétés dans lesquelles ils vivront.

Pour qu'une université remplisse sa mission catholique en tant qu'institution d'enseignement supérieur, pour qu'elle remplisse en effet sa mission primordiale d'engager l'esprit sur les questions les plus profondes de la réalité humaine, il lui faut, entre autres choses, évaluer sa compréhension de la nature de l'être humain comme membre actif de l'université catholique, c'est-à-dire en tant qu'étudiant ou professeur impliqué dans un champ du savoir spécifique, et sa compréhension de la nature de l'être humain en tant qu'objet d'étude d'une science. Cela permet également à l'université de mieux se comprendre sur le plan académique, non seulement de manière superficielle, mais également au cœur de sa mission : dans l'enseignement, l'apprentissage et la recherche qui la définissent et dans l'approche à l'engagement social qui devraient ultérieurement tracer le chemin de ses étudiants.

Il convient de reconnaître qu'une université catholique n'est pas catholique en raison des crucifix accrochés dans ses salles de classe, parce qu'elle comporte un ministère pastoral actif ou parce que les étudiants et les enseignants fréquentent les sacrements. Une université catholique n'est pas, en outre, catholique, car elle peut revendiquer un pourcentage, même important, de sujets dans son programme qui sont liés à la philosophie, à la théologie ou à la doctrine sociale de l'Église. Ce qui fait une université catholique, c'est principalement la façon dont elle utilise la raison dans toutes les facettes de la vie universitaire et, par conséquent, la façon dont elle recherche la vérité et l'amour. En d'autres termes, une vision de l'être humain est nécessaire lorsque l'on fait appel à la raison d'une manière particulière qui est cohérente avec la nature catholique de l'université. Il s'agit d'une approche aux antipodes de la culture séculière qui évolue au sein de la vie universitaire depuis plusieurs siècles. Cette approche ne peut être couronnée de succès que si elle est fondée sur une compréhension mûre et solide de ce que veut dire être humain. Cette tâche semble essentielle, car sinon les universités catholiques continueront d'être confrontées à des obstacles insurmontables liés à une accentuation de la vision séculière de la vie. Il est donc important de vérifier, tout d'abord, si une nouvelle vision de l'être humain, autrement dit une nouvelle anthropologie, peut être raisonnablement proposée. On entend par cela, bien évidemment, non pas une anthropologie culturelle, mais une anthropologie philosophique en lien avec la multiplicité des champs du savoir. Cette anthropologie ne comblera pas un espace qui est actuellement vide. En effet, la neutralité anthropologique n'existe pas, elle n'existe pas au sein des institutions ni dans les sciences. Il n'est donc

pas possible de penser qu'une université qui se targue d'être séculière peut, à la fois, offrir une anthropologie neutre, si elle entend par là une anthropologie impartiale, car il y a toujours une vision sous-jacente de l'être humain.

Si la neutralité n'est pas possible, l'université doit se demander comment elle explique, que même si elle a atteint un pourcentage ambitieux et peu probable de vingt pour cent dans la réforme de son programme, afin de proposer la philosophie et la théologie, et si elle parvient en outre à enseigner ces cours de manière brillante avec une orthodoxie irréprochable, il n'en resterait pas moins que les quatre cinquièmes restants seraient des domaines techniques, propres à chaque science, conçus et enseignés à partir de différents postulats anthropologiques, et dans de nombreux cas probablement contraires à une anthropologie et à une vision du monde chrétiennes. Cela a-t-il un sens dans une université où la recherche de la vérité constitue le projet ultime, où la rigueur de l'unité de la vérité marque son engagement envers sa catholicité et son universalité ?

L'exclusion positive de la religion n'est pas un acte neutre, mais il définit en soit la personne d'une certaine manière, et implique la poursuite d'un idéal de l'humanité sans Dieu. Selon cette hypothèse, un projet éducatif évite la question religieuse dans la mesure du possible. Ce projet peut s'appliquer à une université dans sa globalité, à un programme d'études dans son ensemble ou à des cours individuels. Aucun d'entre eux n'est anthropologiquement neutre. Le fait d'exprimer ou de ne pas exprimer une vision spécifique de l'être humain implique en soi une vision du monde, un contexte anthropologique, qui sous-tend ce que chaque professeur enseigne, ce que chaque université propose. La difficulté susmentionnée s'applique à tous les champs du savoir. Il est probablement plus difficile de la concevoir dans les domaines techniques, mais il suffit de considérer l'histoire, la psychologie, le droit, l'économie, la biotechnologie, la médecine, les sciences infirmières, etc., pour se rendre compte du défi que cela représente, car chacun de ces domaines adopte une compréhension spécifique de l'humanité par nécessité. Ainsi, si les universités efforcent d'être fidèles à leur mission dans la quête de la vérité, elles doivent repenser la science et chaque sujet, et pas seulement la théorie fondamentale de cette science mais chaque sujet pratique, individuellement pour s'assurer que leur compréhension de l'humanité s'accorde pleinement aux exigences de la raison. Par exemple, dans les programmes d'études des facultés de droit, il ne suffit pas de s'intéresser principalement, et parfois exclusivement, à des questions de légalité ou d'illégalité, de précédent juridique, etc. Il est en effet essentiel de considérer la question de la justice et notre compréhension de l'être humain comme bénéficiaire de la justice. Incidemment, cela permet de résoudre le problème de la partialité politique qui touche souvent ceux qui déterminent ce qui est légal ou non, et permet aux diplômés des facultés de droit d'avoir une meilleure compréhension de leur mission au sein de la société et de leur engagement envers la responsabilité sociale.

Quatre questions se posent lorsque nous abordons le problème suivant : la façon dont un professeur essaie de clarifier un amas complexe, qui a été conçu par d'autres professeurs bien avant lui, d'anthropologies qui ne sont peut-être pas cohérentes avec l'anthropologie chrétienne ou qui peuvent manquer de cohérence vis-à-vis de la quête de vérité d'une personne.

Ces questions sous-tendent en réalité tous les efforts scientifiques, mais elles sont également liées aux questions existentielles de l'être humain, et sont donc directement liées à toutes les personnes dans une société et à leur responsabilité envers les autres. Premièrement, comme nous l'avons évoqué précédemment, il y a la question anthropologique : quel est le concept de la personne sous-jacent à ce que l'on enseigne ? Sommes-nous, par exemple, des groupements complexes de molécules et rien d'autre, ou sommes-nous dotés de dignité, et si oui, comment ? La prochaine question est épistémologique et elle s'applique à toutes les sciences en fonction de leur objet et détermine leur contenu étant donné qu'elle suppose un positionnement par rapport à la vérité : ce que l'on étudie est-il vrai ? Quelles sont les limites de la science et de la méthodologie ? En outre, cette question épistémologique nous amène à une question éthique : comment devrait-on agir, dans un contexte de

travail scientifique et son application technique, et quel comportement devrait-on adopter dans la vie quotidienne ? Enfin, la question éthique nous conduit à une question de sens : ce que l'on apprend ou enseigne, a-t-il du sens ? Comment est-ce lié à l'existence humaine et pourquoi suit-on cette voie ? Ces questions, même si elles ne remplacent pas l'aspect pragmatique de ce que l'on enseigne (c.-à-d., la préparation à un emploi futur), peuvent ancrer ce que l'on enseigne dans un contexte plus profond et chargé de sens qui enrichit les enseignants et les étudiants, non seulement en tant que membres d'une communauté universitaire mais aussi en tant que membres de la société, justifiant et renforçant ainsi la responsabilité sociale.

Ces questions font écho dans tous les champs du savoir, notamment parce qu'elles touchent toutes les personnes qui raisonnent, autrement dit, chaque professeur et chaque chercheur. Ainsi, en abordant ces questions et en tentant d'adopter une nouvelle perspective ou une nouvelle anthropologie sur la science ou un champ du savoir, nous empruntons un chemin méthodologique qui peut être utile au sein de la communauté humaine en quête de vérité, ce qui correspond à la définition fondamentale d'une université.

Une fois que ces questions sont comprises, nous nous rendons compte de la profondeur et de l'importance que revêtent nos programmes pour la responsabilité sociale. Nous sommes davantage conscients du lien entre toutes les quêtes de connaissance et la société, et nous aidons à orienter la contribution de la communauté universitaire vers le bien de la personne et de la société.

#### ➤ **L'apprentissage par le service comme réponse de l'Université aux défis du monde**

(Pilar Aramburuzabala, Présidente du Réseau Universitaire Espagnol d'Apprentissage par le service, Professeur de l'Université Autonome de Madrid)

Les Objectifs pour le Développement Durable (Nations Unies, 2015) nous rappellent que les défis auxquels notre monde est confronté sont liés à la pauvreté, à la faim, la santé et le bien-être, l'enseignement, l'égalité de genre, l'eau, le climat, les écosystèmes, la paix et la justice. Ces objectifs, qui marqueront de leur empreinte l'agenda du développement mondial au cours des 12 prochaines années, ne pourront être atteints par les seuls gouvernements. Il est nécessaire de pouvoir compter sur l'aide de tous et la collaboration entre les gouvernements, les institutions et les individus pour pouvoir y faire face. L'Université y a un rôle de leadership à jouer de par sa situation privilégiée de créatrice et d'outil de transmission des savoirs. Cette demande ne provient pas seulement de l'ONU, mais aussi d'institutions supranationales ou nationales. L'Institut de l'Enseignement Supérieur pour l'Amérique Latine et la Caraïbe de l'UNESCO avance que : « *Le monde actuel, marqué par l'injustice, l'inégalité et l'exclusion, en particulier sur notre continent, exige de l'enseignement supérieur une participation décisive pour qu'à partir de sa raison d'être – la formation professionnelle et/ou technologique et la recherche – il contribue à réparer le tissu social par le biais d'actions qui donnent sa dignité et son sens à l'humain* ». En Europe, la déclaration de Bologne, qui a servi de base à la création de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur, signale qu' « *actuellement, l'Europe de la connaissance est amplement reconnue comme un facteur irremplaçable pour la croissance sociale et humaine et constitue une composante indispensable pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne (...) L'enseignement et la coopération éducative sont universellement considérés comme essentiels dans le cadre du développement et de la consolidation de sociétés stables, pacifiques et démocratiques* ».

Le moment est donc venu de faire face à ces réalités non seulement depuis la connaissance théorique et la recherche, mais aussi par l'action. Les défis auxquels se mesure le monde ne sauraient demeurer purement académiques, se résumer à des contenus étudiés dans des disciplines : ils doivent

principalement trouver réponse par l'engagement social et l'action.

D'où la nécessité d'un changement de culture universitaire en général et de changements dans la culture des institutions d'enseignement supérieur en particulier. Cette prise de conscience des centres d'enseignement se produit heureusement à un moment où la pédagogie universitaire comprend l'importance d'enseigner par l'expérience pour construire des connaissances significatives et développer des compétences professionnelles. L'observation, l'analyse et l'expérimentation sont les bases de cette forme d'apprentissage actif qui promeut la collaboration.

Nombreuses sont les institutions de l'Enseignement Supérieur qui, dans leur déclaration de mission, se réfèrent à la responsabilité sociale et à l'engagement vis-à-vis de la communauté. Il est à noter que, malgré la brièveté habituelle de ces déclarations, une grande majorité des universités y intègre des références à ces concepts, laissant entendre qu'il s'agit d'éléments essentiels étroitement liés à la nature même de l'Université. La question peut donc se poser de ce que font les institutions pour faire de cet aspect de leur mission une réalité. Il est fréquent de voir des universités développer des programmes et des activités de bénévolat et de coopération internationale, mais ces dernières ne sont généralement pas liées de manière directe et explicite au cursus, d'où le risque de les percevoir comme un complément à la formation professionnelle et non comme un élément intrinsèque permettant de concrétiser la mission de l'université.

Il existe plusieurs méthodologies et techniques didactiques qui peuvent être employées pour faciliter l'apprentissage des étudiants, mais seulement quelques unes d'entre elles s'accompagnent d'une manière de comprendre le monde, le développement, la justice, la citoyenneté, l'enseignement et l'apprentissage. Et encore plus rares sont celles qui correspondent au modèle d'apprentissage par l'expérience et intègrent la transmission et la mise en pratique des connaissances acquises et les compétences développées (Kolb, 1984). L'apprentissage par le service est l'un de ces outils, mais pas n'importe lequel. De par sa nature, cette méthodologie ne permet pas simplement la construction de connaissances et le développement de compétences professionnelles par le biais de l'apprentissage par l'expérience : elle contribue aussi au développement d'attitudes et de valeurs civiques en répondant aux besoins de l'environnement et des individus, en particulier les plus défavorisés, depuis une perspective de justice sociale.

L'apprentissage par le service (aussi appelé apprentissage basé sur la communauté ou apprentissage engagé dans la communauté) propose un angle pédagogique innovant qui intègre ce service ou cet engagement communautaire significatif dans le cursus, et offre aux étudiants des crédits universitaires pour l'apprentissage dérivé de l'engagement actif auprès de la communauté et la possibilité de travailler sur des problèmes réels. Les stratégies de réflexion et d'apprentissage par l'expérience soutiennent le processus d'apprentissage, et le service est lié à la discipline universitaire (McIlrath et al., 2016, p. 5).

La méthodologie de l'apprentissage par le service a une histoire récente au sein des universités européennes, bien qu'elle soit déjà bien ancrée dans d'autres régions du monde. Le projet « Europe Engage »<sup>1</sup> a mis en exergue cette situation, en même temps qu'il a contribué à la diffuser, à en regrouper les expériences avant de les partager et à créer des réseaux nationaux de professionnels qui la mettent en œuvre. Aujourd'hui, Europe Engage a débouché sur la création d'un réseau d'apprentissage par le service dans l'Enseignement Supérieur qui s'est fait connaître en septembre

---

<sup>1</sup> « Europe Engage. Développer une culture de l'engagement civique par le biais de l'apprentissage par le service dans l'enseignement supérieur en Europe ». Projet Erasmus+ Réf. 2014-1-ES01-KA203-004798 ; [www.europeengage.org](http://www.europeengage.org)

2017 comme un réseau international de professionnels européens intéressés par la promotion de l'apprentissage par le service en tant que démarche pédagogique innovante jouant un rôle dans le développement d'une citoyenneté européenne engagée. En plus de l'augmentation du nombre d'universités publiques et privées travaillant sur l'apprentissage par le service, on assiste aussi aux premières étapes d'une institutionnalisation de cette méthodologie. Peu à peu, l'apprentissage par le service cesse d'être un ensemble d'initiatives isolées pour se transformer en pratiques institutionnalisées s'appuyant sur des structures plus stables (Furco, 2009).

Objectifs de service, objectifs d'apprentissages liés au cursus, participation active des étudiants, collaboration avec des entités communautaires et processus de réflexion sur les apprentissages et les effets du service constituent autant d'éléments essentiels caractérisant les pratiques d'apprentissage par le service. Ces projets éducatifs et solidaires peuvent être réalisés dans les matières de n'importe quelle formation diplômante, en tant que cours spécifiques d'apprentissage par le service, dans des travaux de fin de cycle et de fin de master, en pratiques extra-universitaires, etc.

Les expériences d'apprentissage par le service universitaire suivantes en sont autant d'exemples :

Dans le projet « Droit au Droit », les étudiants en Droit soutenus par des professeurs offrent un service d'assistance juridique à des personnes et des collectifs défavorisés, en collaboration avec des entités publiques, sociales et professionnelles. Ils développent dans un même des temps des compétences liées à des matières comme le Droit pénitentiaire, international, social, des mineurs, de genre et des étrangers.

Les étudiants en Médecine et en Infirmerie du projet Adams jouent les clowns dans les services d'oncologie pour compenser l'impact du séjour hospitalier chez les enfants atteints de cancer. Cette expérience leur permet de maintenir un contact direct avec le patient, sa famille et le personnel soignant, de comprendre les conditions de vie en hôpital, de développer l'empathie et les capacités de communication nécessaires et d'apprendre à employer le jeu comme outil.

« Lumière et... Action ! » est un projet au sein duquel les étudiants de l'École des Mines et de l'Énergie réalisent des révisions de systèmes électriques avec des jeunes d'un programme de qualification professionnelle et des diagnostics dans des logements anciens occupés par des personnes à faibles ressources pour en améliorer l'efficacité énergétique et prévenir les risques électriques possibles. Par le biais de ce service, ils ont la possibilité de mettre en pratique leurs connaissances et leurs aptitudes liées aux installations électriques et de développer les compétences de communication avec les clients, d'organisation et de travail en équipe.

Nous avons beaucoup appris au cours des trente années de recherche sur les effets de l'apprentissage par le service, mais il nous en reste encore bien plus à comprendre. Nous savons, par exemple, que cette méthodologie a un impact positif sur la communauté et chez les étudiants, professeurs et les institutions universitaires. En ce qui concerne les étudiants, la recherche internationale a réuni des preuves d'effets positifs dans six domaines : académique et cognitif, civique, professionnel, éthique et moral, personnel et social. Mais quelle est la raison de ces effets ou, en d'autres termes, pourquoi l'apprentissage par le service fonctionne-t-il ? Quels éléments caractérisent cette stratégie éducative et la convertissent en un puissant outil d'apprentissage, de développement de compétences civiques et de changement social ?

Pour Wade (2001), l'apprentissage par le service se définit par son caractère analytique, intellectuel, activiste, collaboratif, multiculturel, concentré sur l'étudiant, fondé sur l'expérience et basé sur les valeurs. Mais il existe aussi d'autres éléments pédagogiques qui enrichissent cette méthodologie : elle contribue à développer la plus grande partie des compétences génériques de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (instrumentales, systémiques et personnelles). Comme il s'agit d'une

méthodologie de l'expérience, elle facilite l'apprentissage par le biais de la pratique, qui à son tour génère de l'engagement chez les étudiants – car elle est liée au besoin social, améliore la mémoire en apprenant par le faire, facilite la transmission des savoirs, permet à l'étudiant de connaître des réalités complexes depuis l'interdisciplinarité, respecte les différents styles d'apprentissage, facilite la réflexion critique et la prise de décision, favorise le développement d'intelligences multiples, contribue à développer un but existentiel avec une dimension qui va au-delà de soi-même, développe l'esprit d'entreprise (Celio, Durlak et Dymnicki, 2011 ; Furco, 2010), éduque aux compétences pour le développement durable et la justice sociale (Aramburuzabala, 2012, Aramburuzabala, Cerrillo y Tello, 2015).

Cette richesse pédagogique et sociale a contribué à mettre l'apprentissage par le service sur la voie d'un développement définitif en Europe. Mais il fait aussi face à différents défis liés à la diffusion, à la formation, à la qualité et à la durabilité des projets, de la recherche et des processus d'institutionnalisation. De plus, il est nécessaire que ces pratiques soient reconnues : pour les étudiants dans leurs crédits, pour les professeurs dans leur carrière professionnelle et pour les institutions dans les classements des universités – qui doivent prendre en compte le critère d'engagement civique.

Cette méthodologie ne contribue pas seulement à améliorer l'enseignement supérieur, elle constitue aussi une porte d'accès à une réforme universitaire cruellement nécessaire. Et, plus important encore, elle contribue à développer chez les étudiants des compétences de citoyenneté critique et solidaire et à améliorer la société. Pour tout cela, soutenir et promouvoir l'apprentissage par le service s'avère important afin d'améliorer l'enseignement universitaire et de permettre l'émergence de sociétés plus justes.

### Références bibliographiques

Aramburuzabala, P. (2012). Aprendizaje-Servicio: Una herramienta para educar desde y para la justicia social. *Revista Internacional de Educación para la Justicia Social*, 2(2), 2013, p. 5-11.

Aramburuzabala, P., Cerrillo, R. y Tello, I. (2015). Aprendizaje-servicio: una propuesta metodológica para la introducción de la sostenibilidad curricular en la Universidad. *Profesorado. Revista de Currículum y Formación de Profesorado*, 19(1); p. 78-95.

Celio, C. I., Durlak, J. y Dymnicki, A. (2011). A Meta-analysis of the Impact of Service-Learning on Students. *Journal of Experiential Education*, 34 (2); p. 164–181.

Furco, A. (2009). *Institutionalizing Service-Learning in Higher Education*. National Service-Learning Conference, Nashville, Tenn.

Furco, A. y Root, S. (2010). Research Demonstrates the Value of Service Learning. *Phi Delta Kappan*, 91 (5); p. 16-20.

Kolb, D. (1984). *Experiential learning experiences as the source of learning development*. New York : Prentice Hall.

McIlrath, L. (Coord.), Aramburuzabala, P., Opazo, H., Tuytschaever, G., Stark, W., Mikelic, N., Meijs, L. C. P. M., Mažeikiene, N., Zani, B., Vargas-Moniz, M., Millican, J., Northmore, S., Altenburger, R., De Bruyn, K., Hopia, A., Pessi, A. B., Grönlund, H. & Maas, S. (2016). *Europe Engage Survey of Civic Engagement & Service-Learning Activities within the Partner Universities*. Trouvé sur <https://europeengagedotorg.files.wordpress.com/2016/04/report-euen-mcilrath-et-al3.pdf>

Nations Unies (2015). *Objectifs pour développement durable*. Trouvé sur <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Wade, R. (2001). "...And Justice for All" Community Service-Learning for Social Justice. Trouvé sur <http://www.augustana.net/Documents/facultynewsletter/Service%20Learning%20for%20Social%20Justice.pdf>

### ➤ Ébauche de l'Université catholique portugaise

(Teresa Lloyd Braga, Universidade Católica Portuguesa)

L'intérêt pour le développement durable a mis en exergue et renforcé la nécessité de définir plus clairement la responsabilité sociale. Voici la définition de la responsabilité sociale d'une institution selon la norme internationale 26000 et telle qu'elle a été adaptée à la législation portugaise (2011) : « Responsabilité d'une organisation quant aux conséquences de ses décisions et de ses activités sur la société et l'environnement, par le biais d'une conduite éthique et transparente qui :

- contribue au développement durable, y compris la santé et le bien-être de la société ;
- tient compte des attentes des parties prenantes ;
- respecte la législation en vigueur et est conforme aux normes de conduite internationales ; et
- s'intègre pleinement à l'organisation et est mise en pratique dans ses relations. »

Remarque 1 : Les activités incluent les produits, les services et les processus d'éducation.  
Remarque 2 : Les relations renvoient aux activités qui relèvent de la sphère d'influence d'une organisation.

Les principaux objectifs des établissements d'enseignement supérieur (EES) devraient être autant centrés sur l'impact de l'éducation et de la recherche sur l'environnement et la société que sur le succès professionnel individuel et le développement personnel. Ces établissements devraient toujours considérer que leur contribution à l'amélioration des conditions de vie de tous, de manière globale, fait partie intégrante de leur mission et de leur pratique.

Il existe au Portugal un forum, l'Observatoire de responsabilité sociale et des établissements d'enseignement supérieur (ORSIES, <http://orsies.forum.pt/>), créé en février 2017. Parmi ses membres fondateurs, on compte 28 établissements d'enseignement supérieur, répartis aux quatre coins du pays, dont l'Université catholique portugaise.

L'ORSIES a pour objectifs, entre autres, de renforcer l'action civique de la communauté des EES et de les sensibiliser, de mettre en œuvre des diagnostics et une évaluation nationale et internationale en vue de créer et de développer de nouvelles stratégies de responsabilité sociale, et de partager des méthodologies, des outils, des expériences et des pratiques exemplaires. L'observatoire a également pour rôle de définir des indicateurs de surveillance et de résultats relatifs à la responsabilité, en tenant compte des aspects quantitatifs et qualitatifs.

La première initiative importante fut la rédaction d'un livre vert auquel les membres pouvaient contribuer. Ce livre vert a été publié récemment, en mars 2018 et inclut la participation d'un petit groupe de professeurs et de membres du personnel de l'Université catholique portugaise. L'objectif du livre vert, tel qu'il est décrit dans le document, est de : « s'efforcer de promouvoir le débat et la

consultation avec diverses parties prenantes... en vue de parvenir à... un engagement commun sur les mesures à prendre ».

De nombreuses universités mènent des activités qui sont motivées par des objectifs de responsabilité sociale ou qui répondent à cette composante, mais elles n'ont pas pour autant mis en place d'évaluation explicite ni de débat exhaustif sur la question. Elles n'optimisent donc pas leur rôle potentiel relatif à ce facteur.

L'Université catholique portugaise promeut régulièrement divers projets et activités liés à la responsabilité sociale comme des débats sur l'euthanasie, une série de conférences sur les crises environnementales et écologiques, des activités altruistes ciblant les étudiants de première année (peindre une école appartenant à une institution non gouvernementale, participer à une deuxième récolte de pommes de terre afin d'en faire don à la banque alimentaire, etc.), des clubs et mouvements étudiants pour établir des liens entre les talents universitaires exceptionnels et les organismes à but non lucratif ou des personnes dans le besoin. D'autres exemples incluent le développement d'une plateforme pour présenter les appareils utilisés et conçus par des patients atteints de maladies particulières (innovation des patients), une chaire en entrepreneuriat social, une autre en bioéthique, et la participation (par le biais de la faculté de biotechnologie) au projet européen TRUE (*Transition Paths for Sustainable Production Systems*) portant sur les légumineuses en Europe. En 2017, dans le cadre de son 50<sup>e</sup> anniversaire, l'Université catholique portugaise a créé un fonds de soutien social, nommé « Fonds Pape François », pour favoriser l'accès des étudiants (portugais, migrants et réfugiés) financièrement démunis aux systèmes d'éducation supérieurs.

L'existence d'un classement des EES en matière de responsabilité sociale implique des mesures (par le biais d'indicateurs de performance clés adaptés) et une évaluation. Cet aspect est primordial, car il permet d'identifier les facteurs pour lesquels des résultats ont été obtenus et ceux qui devront être perfectionnés, permettant ainsi aux institutions de mieux identifier leurs forces et leurs faiblesses. En plus d'attirer l'attention sur ce sujet important, ce classement fournira des informations précieuses aux utilisateurs possibles des services des EES et leur permettra de sélectionner les services les mieux adaptés à leurs intérêts et à leurs objectifs.

Les universités catholiques, suivant les principes humanistes chrétiens, assument un rôle majeur et unique dans le domaine social et de la responsabilité sociale. Elles devraient s'intéresser à l'éducation dans une optique de monde globalisé, en encourageant une approche interdisciplinaire en matière de recherche, d'études et de valeurs altruistes et pacifiques. Elles devraient également soutenir l'intérêt commun dans tous les aspects de leurs services et activités en favorisant des attitudes et des activités qui promeuvent la dignité de la vie et des êtres humains.

Notre université lance à présent un diagnostic de responsabilité sociale. Celui-ci est constitué de plusieurs séances de présentations visant à promouvoir la responsabilité sociale et d'un questionnaire qui sera ensuite distribué aux divers départements et agents au sein de notre université. Les questions portent sur les thèmes liés aux répercussions sur la formation universitaire, la formation professionnelle et la citoyenneté responsable, les conséquences sur le développement de connaissances universitaires, scientifiques et culturelles et sa prise en charge sociale, et les conséquences internes sur le campus pour les membres et leur environnement. La prochaine étape consistera à créer des groupes qui peuvent participer au développement d'activités connexes, d'indicateurs et d'évaluations.

## b. ASIE/OCEANIE

### ➤ **Réflexion sur les classements mondiaux des universités**

(Sandra Jones, Australie)

Le classement mondial des universités QS (par domaine thématique) est essentiellement axé sur la qualité de la recherche. Ce palmarès s'appuie sur quatre sources d'informations réparties en deux catégories : l'« impact de la recherche » fondé sur (a) les citations par article, et (b) l'indice de Hirsch ; et la « réputation internationale » qui s'appuie sur (c) un sondage mené auprès d'universitaires à travers le monde (ils sont invités à nommer les universités qui selon eux excellent en recherche dans la discipline en question), et (d) un sondage auprès d'employeurs à travers le monde (leur demandant de nommer les universités qu'ils considèrent comme excellentes pour le recrutement des diplômés).

Le classement mondial des universités Times Higher Education (THE) repose sur un éventail d'indicateurs plus large en matière de qualité universitaire : l'enseignement (l'environnement d'apprentissage) ; la recherche (volume, revenus et réputation) ; les citations (influence de la recherche) ; la dimension internationale (personnel, étudiants et recherche) ; et les revenus de l'industrie (transfert des connaissances). Le sondage sur la réputation représente 50 % du score pour l'enseignement et un peu plus de 50 % pour le score de la recherche. Dans ce sondage les universitaires expérimentés et ayant abondamment publié, doivent nommer les universités qui, selon eux, sont les meilleures en recherche et en enseignement.

Le classement académique des universités mondiales ARWU, publié de 2003 à 2008 par l'Université Jiao Tong de Shanghai et depuis 2009 par la ShanghaiRanking Consultancy, classe les universités dans un ensemble précis de disciplines. Le processus de classement utilise six « indicateurs objectifs ». Ces indicateurs sont les suivants : le nombre d'anciens élèves et de membres du personnel ayant reçu des prix Nobel et des médailles Fields, le nombre de chercheurs les plus cités sélectionnés par Clarivate Analytics, le nombre d'articles publiés dans Nature et Science, le nombre d'articles indexés dans Science Citation Index, et la performance rapportée au nombre de chercheurs. L'expansion à de nouvelles disciplines dépend de la détermination des « meilleures revues » et des « meilleurs prix ». Ce classement (sélection) s'appuie sur un sondage mené auprès de leaders universitaires des 100 meilleures universités du classement ARWU.

Ainsi, les systèmes de classement actuels sont peu susceptibles de refléter, ou d'être influencés par, les mesures de responsabilité sociale des universités. En effet :

- Les trois systèmes de classement sont essentiellement axés sur la recherche.
- L'évaluation de la recherche est centrée sur ses répercussions sur le milieu universitaire (citations, indice de Hirsch, classement de revues) plutôt que sur l'impact sur la société.
- L'évaluation de la réputation s'effectue par un sondage mené uniquement ou principalement auprès de personnes ou d'établissements qui obtiennent de bons résultats sur ces mesures traditionnelles de recherche. Cela restreint encore davantage le classement à l'impact sur le milieu universitaire (en d'autres termes, le THE sonde uniquement des universitaires expérimentés qui publient abondamment et l'ARWU n'enquête qu'auprès des leaders universitaires des « 100 meilleures universités »).

## c. AFRIQUE

### ➤ Responsabilité sociale des universités catholiques

(Prof. Jean-Bosco Matand Bulembat, Université Catholique du Congo, RDC)

#### *L'enseignement du Magistère de l'Église*

1. Il est un lieu commun de dire que toute université a une vocation à triple dimension : être un haut lieu d'enseignement universitaire de qualité, être un milieu de recherche scientifique de haute facture et être un socle d'initiatives de services adéquats à la société. Dans la Constitution apostolique *Ex corde Ecclesiae*, Jean-Paul II le souligne bien à propos des universités catholiques.<sup>2</sup> C'est parce que ces dernières sont d'abord et avant tout des universités ! Leur spécificité provient notamment du fait qu'elles s'impliquent dans cette mission tridimensionnelle des universités avec l'apport de la foi éclairée par la raison en fixant le regard sur le Maître par excellence qu'est le Christ, lequel est le Chemin, la Vérité et la Vie. Les sciences sont ici en dialogue avec la Parole de Dieu.
2. En rapport avec la question traitée ici, la même Constitution affirme ceci : "Chaque Université catholique ressent la responsabilité de contribuer concrètement au progrès de la société au sein de laquelle elle travaille : elle pourra chercher, par exemple, les moyens de rendre l'éducation universitaire accessible à tous ceux qui peuvent en tirer profit, spécialement les pauvres ou les membres des groupes minoritaires qui en ont été traditionnellement privés. De plus, elle a la responsabilité - dans les limites de ses possibilités - d'aider à promouvoir le développement des Nations émergentes".<sup>3</sup>

#### *Responsabilité sociale et territorialité*

3. Selon cet enseignement, on le voit, la responsabilité sociale des universités catholiques - et toute université d'ailleurs - entretient un lien direct avec la notion de territoire et du contexte humain où se déploient les activités de l'une université concernée. Une université catholique devrait être une Université en instance de contextualisation. Aussi participe-t-elle « plus directement à la vie de l'Église particulière dans laquelle elle est située mais, en même temps, en étant insérée, comme institution académique, dans la communauté internationale du savoir et de la recherche, elle participe et contribue à la vie de l'Église universelle, entretenant par conséquent un lien spécial avec le Saint-Siège en raison du service d'unité qu'elle est appelée à accomplir pour l'Église tout entière ». <sup>4</sup> Sont ainsi posés les principes de la contextualisation et de l'ouverture à l'universel qui valent, en fait, pour n'importe quelle université catholique. La contextualisation ne doit jamais être la cause de l'anéantissement de ce qui fait justement la *universitas* de toutes les universités. Elle devrait plutôt aider à promouvoir une coopération interuniversitaire entre des universités catholiques en vue de la *universitas* pour montrer notamment comment un même objet d'étude a besoin, en vue d'une étude holistique, de l'intelligibilité de la diversité de ses aspects, diversité qui dépend aussi de la multiplicité des perspectives régionales d'analyses.

#### *Universités catholiques en territoires africains*

---

<sup>2</sup> Cf. *Ex Corde Ecclesiae*, n. 30.

<sup>3</sup> *Ex corde Ecclesiae*, n. 34.

<sup>4</sup> *Ex Corde Ecclesiae*, n. 27.

4. Qu'en est-il de l'Afrique ? Trois textes d'Exhortations apostoliques encouragent de manière particulière les Eglises d'Afrique à créer des universités catholiques, à en prendre en même temps soin et à veiller à leur viabilité. En effet, en lisant un numéro de l'Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in Africa* du Pape Jean-Paul II (n. 103) et deux numéros de l'Exhortation apostolique post-synodale *Africae munus* du Pape Benoît XVI (nn. 135 et 137), je note que les Souverains Pontifes ont toujours une claire vision de l'indispensable rôle social des Universités catholiques sur le continent africain. Je note également qu'ils soulignent l'importance d'une recherche inculturée, contextualisée, et en même temps patiente, rigoureuse et humble, illuminée par l'évangile. Pour eux, cette contextualisation ne constitue pas un motif pour pratiquer une science au rabais, qui, en fin de compte, distribuerait des doctorats *coloris causa*, dont les conséquences sont parfois un sentiment de rejet et une mauvaise appréciation par les autres milieux universitaires de tout ce qui proviendrait d'une Afrique cantonnée en « territoire » particulier. On devrait de toute manière éviter de succomber à la tentation de la balkanisation des études universitaires en colorant certains produits de la marque de leurs origines territoriales. Pour moi, bien que les universités catholiques en Afrique soient, selon les paramètres d'appréciation en contexte actuel de mondialisation, situées aux périphéries du monde d'aujourd'hui, les résultats de leurs activités ne devraient pas être traités de périphériques ! Enfin, je note que les Souverains Pontifes responsabilisent les évêques du sort des Universités qu'ils créent et qui dépendent d'eux. Ils doivent soutenir la pastorale de l'intelligence et de la raison, grâce à laquelle ils s'habitueront à dialoguer rationnellement avec la société et procéderont à des analyses critiques des situations sociales avec un regard pointilleux sur l'impact sociétal des résultats des recherches.
5. Dans cette perspective, je remarque effectivement que tous les établissements supérieurs et universitaires qui ont été créés par les Eglises particulières ou des congrégations religieuses en Afrique et qui dépendent de leurs fondateurs l'ont toujours été comme réponse concrète à des attentes des autochtones. De par leur création, toutes ces institutions sont déjà contextuelles, voire contextualisées, dans la mesure où leurs fondateurs les érigent en réponse à des besoins bien identifiés de leurs milieux de vie, à la quête de croissance en humanité, en dignité humaine, que manifestent leurs compatriotes. Les fondateurs attendent, quant à eux, que les Universités et les Instituts supérieurs qu'ils érigent ne soient pas seulement une manière de boucher les trous creusés par des Etats démissionnaires en matière d'éducation ; mais qu'ils aident plutôt « l'Eglise en Afrique à préparer, avec sérénité, une pastorale qui réjouit l'être de l'Africain et le réconcilie avec lui-même dans l'adhésion au Christ » (*Africae Munus*, n. 137). Les Universités catholiques en Afrique sont là pour aider quiconque en devient partenaire interne (enseignant, chercheur, apprenant et administratif) ou externe à participer au relèvement de l'homme africain et des sociétés africaines. C'est grâce à elles que l'Eglise acquiert la capacité de répondre adéquatement aux besoins de la société et à ses propres besoins. Elles sont là pour capabiliser (*empowerment*) l'Eglise Famille de Dieu qui est en Afrique à répondre adéquatement à plusieurs défis qu'elle rencontre dans la mission lui assigner d'annoncer avec joie et espérance la Bonne Nouvelle aux enfants de Dieu qui sont en ce continent. Elles l'aident à devenir artisan d'un développement réellement humain de l'Afrique, d'un développement pensé à partir de l'Afrique, avec l'Afrique et pour l'Afrique, où les meilleurs sujets d'une telle pensée sont les africains qui ont reçu une formation adéquate susceptible de les rendre capables, en synergie avec ceux dont l'expertise fait preuve ailleurs, de négocier avec la mentalité africaine. Ainsi, s'il faut répéter, la responsabilité sociale des universités catholiques en Afrique ne sera pas le résultat de la simple et pure africanisation des programmes d'études, mais d'une contextualisation, dans une perspective africaine, des programmes universellement acceptables afin que les enseignements débouchent sur de propositions concrètes d'opérativité en contexte africain.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Reconnaissant l'aspiration ardente de la plupart des peuples africains à la réconciliation, la justice et la paix, *l'Instrumentum labris* du Synode des Evêques. II Assemblée Spéciale pour l'Afrique, *L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix* (Cité du Vatican, 2009), affirmait ceci au n. 136 : « Les

*Le cas de l'Université Catholique du Congo*

6. Je voudrais mettre en relief que l'Université Catholique du Congo (UCC), située au cœur de l'Afrique, n'assume pas seulement ses responsabilités sociales en aidant des tierces personnes (l'Etat, des décideurs politiques ou acteurs politiques, des entreprises, des organismes d'aide au développement ou des militants de la société civile) à atteindre leurs buts. Mais grâce à ce genre de collaboration, l'université devient très impliquée dans la résolution des problèmes concrets de son milieu ; elle apporte réellement sa contribution au développement culturel et à la promotion humaine intégrale de la nation où elle est implantée. Dans un contexte de mauvaise gestion du bien commun et des ravages multiformes produits par des guerres qui ont duré plus de 20 ans et entraîné la mort de plus ou moins 6 millions de personnes, l'UCC s'acquitte de cette mission, par l'intermédiaire de la faculté des sciences politiques et celle du droit, et cela dans le respect des voies et méthodes qui leur sont propres, en organisant souvent, à des rythmes réguliers, des séminaires de formation à l'attention de la classe politique sur des thèmes d'actualité brûlante, sur les exigences d'une démocratie authentique ainsi que sur le leadership. De même, avec la faculté d'économie et développement, elle organise des ateliers de formation pour les entrepreneurs sur comment gérer une petite ou moyenne entreprise et des sessions de formation pour les responsables des communes et entités territoriales décentralisées sur l'élaboration des budgets participatifs en communauté démocratique. Avec la faculté des communications sociales, elle se charge de la mise à niveau des opérateurs des médias sur la question de la vérité et de l'éthique dans l'utilisation des moyens de communications sociales en périodes électorales et de l'initiation des militaires à l'utilisation des TIC dans leur métier. Même les facultés ecclésiastiques se sentent interpellées et tiennent à promouvoir et enseigner la théologie, la philosophie, le droit canonique dans la perspective de la diaconie à l'être humain. La discipline théologique, notamment, n'est nullement conçue comme un discours purement spéculatif, théorique et abstrait sans aucun rapport avec la réalité sociale, sans aucun rapport avec le vécu quotidien. Elle devient plutôt de plus en plus attentive aux conditions effectives de sa pertinence, de sa crédibilité et de sa réception dans la société. Les théologiens déploient des efforts particuliers pour que la théologie en Afrique se situe « au sein des combats historiques et culturels des peuples africains » et ne cesse point « d'être une 'théologie de la présence'. Présence à l'homme concret qui chemine au milieu des épreuves immenses ; présence à une histoire qu'il faut nécessairement assumer pour inventer un avenir crédible, au nom de l'évangile ». <sup>6</sup> D'ailleurs un cours de philosophie, du moins de la philosophie des sciences, a été obligatoirement inséré dans toutes les facultés, afin de permettre aux apprenants d'avoir un esprit critique et vigilant sur leur propre science, sur la relativité des méthodes de cette dernière et, surtout, sur l'impact sociétal de ses finalités et de ses résultats.
7. En mettant ainsi son expertise au service de la société, l'UCC est devenue un authentique partenaire, un vrai agent de la promotion du développement et de la croissance culturelle des concitoyens, non seulement en tant qu'elle est le lieu de l'inventivité de bonnes théories du développement, le lieu d'analyses minutieuses et de réflexion critique équilibrée sur tout agir humain, surtout politique, et ses incidences sur la vie des citoyens, mais aussi en tant qu'elle se salit les mains et descend sur terrain pour vérifier ses propres théories et renforcer les capacités des acteurs qui sont impliqués dans la réussite ou l'échec du développement intégral des concitoyens. Bref, grâce à l'acquisition des connaissances utiles, elle contribue au changement de la mentalité des différentes catégories sociales. Lors de la 24<sup>ème</sup> Assemblée Générale de la FIUC, tenue à São

---

*réponses effectives ou potentielles des universités et des institutions académiques aux défis de la réconciliation, de la justice et de la paix, sont l'enseignement des droits fondamentaux de la personne humaine, l'introduction d'un public plus vaste des simples gens au sens des lois de leur pays, la proposition des conférences-débats sur les questions de corruption, pauvreté et injustice, et la production des études sérieuses sur la culture de la justice et de la paix dans les territoires urbains et ruraux, pour atteindre une transformation ».*

<sup>6</sup> A. Kabasele Mukenge, « Préface », dans *La théologie au service de la société*, p.8.

Paolo, Brésil, en juillet 2012, et qui avait pour thème général, *Enseigner et Apprendre à l'Université Catholique. Eduquer et Former*, j'y avais appris un élargissement de la notion de service à la communauté, qui est une des finalités des professionnels de qualité que l'on forme dans les universités catholiques. Cette notion devrait être revisitée et complétée. Il ne suffit plus seulement de faire de sorte que le curriculum des universités catholiques intègre théorie et pratique, n'oublie pas la perspective de l'emploi et prévoie une insertion sans désillusion dans le milieu du travail. Il s'agit plutôt d'initier les apprenants, déjà quand ils sont encore à l'université, à poser des gestes de solidarité, de compassion et de générosité vis-à-vis des autres, surtout des marginalisés, des pauvres, des handicapés, des nécessiteux qui sont autour d'eux. Il s'agit de semer en eux, par des actes concrets programmés dans le curriculum, les sentiments de charité, des sentiments « sacerdotaux » du Christ de l'Épître aux Hébreux, pour qu'ils se sentent, une fois dans l'exercice de leurs professions, plus proches de ceux qu'ils servent, c'est-à-dire en tout semblables à eux quant aux besoins fondamentaux de tout être humain. A l'UCC, un effort est fourni en ce sens.

#### *De la coopération entre universités catholiques pour le salut du monde*

8. Au vu de ce qui précède, les universités catholiques à travers le monde sont, d'une certaine manière, appelées à être des « coopératives », dans le sens de « organismes de coopération », où plusieurs compétences, plusieurs facultés se retrouvent ensemble poursuivant des objectifs communs, définis par leurs pouvoirs organisateurs. Il n'est point nécessaire de rappeler la distinction connue de tous pour expliciter le concept de « coopération universitaire », à savoir la coopération « intra-universitaire » (qui se fait entre les différentes facultés ou centres de recherches qui existent au sein d'une même université, notamment autour de thèmes transversaux), la coopération « inter-universitaire » (qui prend corps entre deux ou plusieurs universités distinctes, grâce à la signature des accords - cadre et des accords spécifiques en vue d'une coopération bilatérale ou multilatérale qui permet de penser des stratégies et de rendre disponibles des fonds pour la mobilité des professeurs et des chercheurs ainsi que des étudiants autour de projets communs de recherche) et la coopération « extra-universitaire » (qui a notamment lieu entre une université et un organisme ou une agence de coopération internationale qui n'est pas universitaire, mais qui a besoin de l'université pour rendre opérationnels ses propres objectifs).
9. Il me tient à cœur de souligner l'importance de la coopération interuniversitaire entre des universités catholiques autour de projets communs de recherche sur des questions à portée « universelle ». Je prends pour exemple la plupart des guerres qui sévissent dans certaines régions du monde. Il serait, à mon humble avis, tout à fait indiqué que des universités catholiques du Sud, du Nord, de l'Est et de l'Ouest puissent coopérer dans un projet commun de recherches sur les vraies causes et les enjeux de ces réalités humaines, apparemment très territoriales, mais dont non seulement les répercussions, mais aussi déjà les origines et les raisons fondamentales sont situées plutôt ailleurs que là où se trouvent les champs de bataille. Il conviendrait que les universités catholiques dispersées à travers le monde soient en mesure, par le biais de l'une ou l'autre institution existant en son sein en mesure de faire comprendre à leurs propres milieux, les vrais enjeux nationaux et internationaux d'une guerre ou d'une situation sociale inquiétante qui ravage les autres horizons du monde. Parler de la responsabilité sociale des universités catholiques en ce sens, c'est *in fine* avoir une vision qui inscrit aux objectifs de ces dernières d'être réellement de véritables lieux de rencontre et de communion, parce qu'étant des lieux de recherches, d'inventivités, de créativité, voire d'innovations, *pour le salut du genre humain*. La territorialité des services que rendent les universités catholiques à leurs milieux de vie finit par être élargie jusqu'aux confins de la maison commune, qu'est l'univers entier. La *universitas* engendre ainsi, grâce à la *fraternitas magistrorum atque studiorum*, la *fraternitas universalis* où les sentiments de solidarité et partage, les sentiments de *sollicitudo rei socialis*, priment sur tout agir. Car quel que

soit le lieu où le chercheur, l'enseignant ou l'apprenant se trouve, il devrait avoir la conscience d'être un citoyen du même monde : *nihil humanum mihi alienum est*.

#### **d. AMERIQUE LATINE**

##### ➤ **Université catholique et technologique - Cohérence ou contradiction ?**

(Pr Dr Rivana Basso Fabbri Marino, Centre universitaire FEI, Brésil, et Pr Dr Diego Genu Klautau, Centre universitaire FEI, Brésil)

#### *L'UNIVERSITÉ ET LA SOCIÉTÉ*

Les établissements d'enseignement supérieur (EES) jouent un rôle essentiel dans le développement social, économique, technologique, artistique et culturel d'un pays. Les diplômés universitaires sont en général amenés à assumer un rôle social significatif, notamment lorsqu'ils sont insérés dans la vie active. Par conséquent, le rôle principal des EES est de favoriser le développement technique et humain de ces personnes.

Ainsi, les établissements ne doivent pas limiter leur rôle à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, même si la demande est très forte dans l'économie mondiale et dans les nouveaux processus de production. Les EES doivent avant tout reconnaître l'importance de leur rôle dans la préparation des professionnels à adopter un comportement responsable au sein de la société et à adhérer à des valeurs sociales, éthiques, politiques et environnementales. La responsabilité sociale, dans tous ses aspects, est une compétence qui devrait faire partie intégrante de tous les outils éducatifs et compléter les processus de gestion des entreprises.

#### *VALEURS ET PRINCIPES INSTITUTIONNELS – FEI*

Tout au long de ses 77 années d'existence, la FEI a maintenu les préceptes et l'ambition de son fondateur, le Père Saboia. Au moment de sa fondation, l'éducation était axée sur la formation de professionnels pour l'industrie manufacturière brésilienne, afin de répondre à la demande industrielle résultant de la croissance économique nationale. Aujourd'hui, les secteurs de formation qui priment sont les technologies de pointe, l'innovation, les services spécialisés et les outils et techniques de gestion.

La FEI est une institution professionnelle qui suit les principes de la Compagnie de Jésus, mais elle exprime également son identité *catholique, chrétienne et ignatienne*. En effet, les universités catholiques assument le rôle de centres de créativité et de transmission de la connaissance pour le bien-être de l'humanité, faisant du développement humain, de l'éthique et de la citoyenneté une priorité.

Le projet de la FEI, de par son origine, son identité et son regard tourné vers l'avenir, est profondément ancré dans l'innovation :

*« Être un établissement d'enseignement supérieur, principalement dans les domaines de la technologie et de la gestion, reconnu à l'échelle nationale et internationale comme formant*

*des professionnels hautement qualifiés et favorisant la création, la diffusion et le transfert de connaissances, contribuant ainsi à la construction d'une société plus humaine et plus juste. »<sup>7</sup>*

## LE DÉFI DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE

Le Supérieur général de la Compagnie de Jésus, le Père Arturo Sosa Abascal, SJ, lors d'une visite récente à la FEI, a prôné la mission de l'université, inspirée de la tradition éducative de l'Église catholique, de former parmi ses diplômés non seulement des professionnels compétents dans leur champ d'activité et des chercheurs responsables attachés à la science, mais également des personnes sensibles à la souffrance humaine, éprouvant de l'empathie pour les personnes vivant dans la pauvreté et dans des conditions inhumaines. Il a rappelé les paroles du pape François lors de la 36<sup>e</sup> congrégation générale des jésuites : « ... la miséricorde n'est pas un mot abstrait, mais un style de vie qui privilégie les gestes concrets plus que la parole<sup>8</sup> ».

Ainsi, nous avons été appelés à réfléchir aux gestes concrets qui font de nous des personnes miséricordieuses, en tant qu'individus, professionnels, chercheurs et étudiants diplômés d'un institut d'inspiration catholique. Le fruit du travail de nos universités, notamment la formation des étudiants, la production de recherche scientifique et l'établissement de liens avec nos communautés, vise à partager des gestes concrets de compassion et à contribuer à surmonter les causes de la misère et de l'exclusion.

Nous avons pris comme point de départ le contexte de la FEI. Il s'agit en l'occurrence de l'éducation et de la recherche dans des domaines liés à la technologie et à la gestion, et d'un projet de développement institutionnel dont l'objectif est de former de jeunes personnes connectées à l'échelle mondiale et conscientes des principaux défis liés à l'innovation et aux grandes tendances de l'avenir. Le défi le plus pressant auquel nous sommes confrontés à présent est de trouver des solutions qui, en plus d'être techniquement innovantes et au diapason des futures tendances mondiales, prennent en compte les dimensions de compassion et d'inclusion sociale.

Par conséquent, la responsabilité sociale de l'université doit être comprise et évaluée en gardant à l'esprit l'impact de son rôle, allant des processus de gestion interne à la pensée critique sur les modèles de société. Il importe donc d'aborder les controverses soulevées dans les discussions sur l'éthique et la technologie, car elles nous permettent d'avoir un regard critique sur nos rôles au sein de l'université :

1) Premièrement, étudions les dilemmes du partage des ressources découlant de la quatrième révolution industrielle dans un contexte de mondialisation. Compte tenu des progrès en robotique et en intelligence artificielle, comment inclure les personnes exclues, les plus démunis et les illettrés de ce monde ? À cette fin, comment la FEI, en tant qu'université catholique, peut-elle être cohérente plutôt que contradictoire dans sa création de connaissances de pointe sans pour autant s'enfermer dans un élitisme exclusif ? Comment consacrer son énergie et ses ressources pour rester compétitif tout en demeurant une source d'espoir pour ceux qui sont en quête de développement personnel et social ? L'inégalité sera un défi majeur du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle se traduira notamment par une inégalité génétique dans une gamme de castes biologiques entre d'une part les riches privilégiés et d'autre part des masses de personnes inutiles et inférieures. Comment réfléchir à la relation entre la responsabilité sociale et la technologie dans ce contexte ?

---

<sup>7</sup>Centre universitaire FEI, 2016, Plan de développement 2016-2020 (*Plano de Desenvolvimento Institucional 2016-2020*) – Bureau du doyen

<sup>8</sup> Annales de la FEI (*Cadernos da FEI*), #20, janvier 2018 : <https://issuu.com/centrouniversitariofei/docs/20>.

2) Deuxièmement, examinons le défi de créer une conscience personnelle adaptée aux principes proposés par le développement complet de l'humanité dans un contexte où la majorité des décisions seront prises par des systèmes impersonnels. Prenons, par exemple, la plateforme ROSS connectée à la technologie Watson d'IBM, qui tente déjà de se substituer à des personnes du monde législatif et de la justice. Cette technologie est toutefois confrontée à un problème majeur : comment programmer une intelligence artificielle permettant de juger les crimes et les dilemmes d'ordre moral ? L'adaptation des cas à un système législatif ne se résume pas à l'application d'un cadre de pensée logique et formel ; en effet, une part de l'interprétation du juge se fonde sur des principes éthiques qui oscillent toujours entre différents courants moraux. Comment préparer les étudiants de la FEI à intégrer les critères et les principes fondamentalement humanistes, qui sont les valeurs de notre établissement, dans un contexte hautement systématisé ? Comment maintenir l'humanisme d'un professionnel complètement intégré au monde mécanisé et hautement utilitariste de l'entreprise ?

3) Troisièmement, abordons la spécificité de l'université catholique : le dialogue entre la science et la technologie, en le considérant non pas simplement comme une éducation catéchétique en classe tout au long de la formation, ni une idéologie prétendument triomphaliste ou sectaire, mais comme une culture universitaire où l'expérience de la transcendance (événements, célébrations, réunions, études et interactions avec la communauté) est une réalité. On peut observer une cohérence entre la tradition et la mission dans le monde de la science sans pour autant y voir les prétendues contradictions entre la foi et la raison répandues par les préjugés universitaires utilisant les moyens de la communication et par le bon sens de la culture séculière contemporaine. Les questions de l'épistémologie, de l'anthropologie et des structures de la réalité sont des thèmes et des sujets des sciences, de la technologie et de la théologie comportant différents points de tangence dont le résultat peut être la responsabilité sociale adaptée à une éducation humaniste.

On ne peut pas aborder la technologie et les modèles de gestion ou économiques sans signaler l'existence de paradoxes dans la société du savoir : dans une époque caractérisée par les progrès technologiques majeurs, l'Internet, les processus numériques, l'augmentation de l'espérance de vie de la plupart des peuples, il faut prendre en compte le risque de la détérioration des conditions de vie, notamment des plus démunis, qui pourrait creuser davantage les inégalités sociales.

Saurons-nous évaluer l'impact du rôle de nos universités catholiques dans ce tiraillement entre la responsabilité sociale et la technologie ? Nous nous trouvons à l'orée d'un chemin long et audacieux, mais qui vaut la peine d'être considéré.

➤ **La conception de la responsabilité sociale des universités. La vision des Universités Catholiques**

(Gladys Jiménez Alvarado et Omayra Parra De Maroquin)

**Red de Responsabilidad Social Universitaria**



Chacun est responsable de par sa nature sociale et non uniquement parce qu'il lui faut répondre de ses actes et de leurs conséquences. Être socialement responsable implique pour sa part un engagement relationnel lié à la justice solidaire. Dans ce sens, Sa Sainteté François, face aux injustices, aux inégalités et aux exclusions du monde d'aujourd'hui, nous rappelle que :

Il faut reprendre conscience que nous avons besoin les uns des autres, que nous avons une responsabilité vis-à-vis des autres et du monde, que cela vaut la peine d'être bons et honnêtes. Depuis

trop longtemps déjà, nous sommes dans la dégradation morale, en nous moquant de l'éthique, de la bonté, de la foi, de l'honnêteté. L'heure est arrivée de réaliser que cette joyeuse superficialité nous a peu servi. Cette destruction de tout fondement de la vie sociale finit par nous opposer les uns aux autres, chacun cherchant à préserver ses propres intérêts ; elle provoque l'émergence de nouvelles formes de violence et de cruauté, et empêche le développement d'une vraie culture de protection de l'environnement. (LS, 229).

L'une des clés de la Responsabilité Sociale est précisément l'impossibilité de la concevoir en réduisant au silence, en annulant ou en effaçant la présence de l'autre, parce que, de par notre constitution même, nous demeurons des êtres qui partageons le monde avec les autres. Il s'agit de se reconnaître et de reconnaître l'autre dans son altérité, en lui offrant, dans le silence de l'écoute, notre empathie et la réciprocité incarnée, dans le sens proposé par Byung-Chul Han (2017), l'hospitalité dont il a besoin, qui nous anime à penser ensemble et à coopérer en toute humanité.

La personne et la société sont constitutives de l'être humain et de la responsabilité, valeur qui dérive de cette constitution anthropologique, réalité ontologique que nous construisons à partir du ventre maternel, à travers ce qu'on a appelé la symbiose tonique-affective. Après la naissance, elle se transforme en un dialogue corporel exprimé dans le regard, dans l'étreinte, dans la proximité du soutien de et envers nos proches. Une transformation du vivre-ensemble, selon les mots de Maturana (2003), réalisée avec un sens de la participation et de la coexistence, conditions dialogiques pour être des protagonistes actifs de notre transformation personnelle, pour contribuer à la co-transformation d'autres réalités sociales.

Ce caractère intersubjectif et sa portée globale et planétaire, comme le propose De La Cruz (2015), lorsqu'il cite Jonas, « (...) laisse le monde entre nos mains » pour « (...) transformer les structures de coexistence qu'incarnent les rapports injustes ». <sup>9</sup>

Nos décisions et nos actes exigent que nous soyons sensibles moralement aux visages de nos frères et sœurs, non seulement de ceux qui nous sont proches et opprimés, mais aussi de ceux qui nous sont les plus éloignés. A cet égard, le Pape François a souligné avec insistance que « La vocation de garder, cependant, ne nous concerne pas seulement nous les chrétiens, elle a une dimension qui précède et qui est simplement humaine, elle concerne tout le monde » <sup>10</sup>. En elle se confirme le défi de Frankl (1987) de combiner l'« homo faber » et l'« homo amans », harmonie qui naît de l'amour envers l'existence elle-même, envers les individus et envers les liens noués avec eux, dans un appel à sortir de soi-même pour se transcender jusqu'aux autres.

Le soin constitue un aspect de la responsabilité : prendre soin de nos frères et de notre maison commune est une tâche transcendante pour chacun, car il est impossible de rester neutre ou de nier notre essence sociale. D'où l'importance d'être conscient non seulement de nos pensées, de nos émotions et de nos actions, mais aussi du discernement permanent à la lumière des valeurs fondamentales sur la façon dont, par nos décisions, nous affectons systématiquement la vie sociale et ses conditions ; des valeurs qui nous guident pour construire une société de coexistence, de justice, de tolérance, de durabilité et de paix.

En ce sens, être socialement responsable nous place dans une relation éthique et horizontale qui ne viole ni n'interrompt notre intériorité ; au contraire, elle nous offre des espaces pour porter un regard d'amour sur les autres, dans une égale dignité et le plein respect de leurs droits. La dignité de toute

---

<sup>9</sup> De la Cruz, C. (2015). Conférence Premier Séminaire du Réseau de Responsabilité Sociale des Universités ODUICAL : *Le lien solidaire et ses apports au développement social du pays*.

<sup>10</sup> Homélie du Saint Père François (2013). Sainte imposition du pallium et remise de l'anneau du pêcheur lors de l'intronisation solennelle de l'Évêque de Rome.

personne humaine signifie « (...) la valeur intérieure et irremplaçable qui appartient à l'homme en raison de son être, et non en raison de certains résultats ou à des fins extérieures à lui-même ».<sup>11</sup>

La personne n'est pas un objet mais, bien au contraire, c'est quelqu'un, à même de se connaître, d'être maître de lui-même pour se donner librement et entrer en communion avec ses semblables ; communion en faveur du bien commun, troisième élément clé de la Responsabilité Sociale, qui :

(...) présuppose le respect de la personne humaine comme telle, avec des droits fondamentaux et inaliénables ordonnés à son développement intégral. Le bien commun exige aussi le bien-être social et le développement des divers groupes intermédiaires, selon le principe de subsidiarité. Parmi ceux-ci, la famille se distingue spécialement comme cellule de base de la société. Finalement, le bien commun requiert la paix sociale, c'est-à-dire la stabilité et la sécurité d'un certain ordre, qui ne se réalise pas sans une attention particulière à la justice distributive, dont la violation génère toujours la violence. (LS.157).

Et le Saint Père nous avertit que « (...) ce qui est en jeu, c'est notre propre dignité. Nous sommes, nous-mêmes, les premiers à avoir intérêt à laisser une planète habitable à l'humanité qui nous succédera. C'est un drame pour nous-mêmes, parce que cela met en crise le sens de notre propre passage sur cette terre. » (LS.160).

En ce sens, il est nécessaire de dire, d'une part, selon les termes de De La Cruz, que cet appel correspond au niveau prospectif de la Responsabilité Sociale, où « nous ne guidons pas nous-mêmes ce devoir. C'est un autre, distinct, qui devient nos propres yeux : ce sont les yeux de ces « autres dans le besoin » présents dans notre société. Une responsabilité qui va au-delà de la dimension strictement normative, qui cherche à être plus qu'une restitution pour ce qui n'a pas été fait ou pour les dommages causés, et qui donne de la pertinence aux intentions futures, à long terme. Une responsabilité de chaque professionnel qui gère un bien et qui, en tant que tel, doit être au service de ce processus de construction d'une société juste ». <sup>12</sup>

D'un autre côté, « (...)le développement de ces comportements nous redonne le sentiment de notre propre dignité, il nous porte à une plus grande profondeur de vie, il nous permet de faire l'expérience du fait qu'il vaut la peine de passer en ce monde. » (LS. 212). Nous pouvons affirmer que l'on répond au bien commun avec des réseaux communautaires, et non avec la simple somme des biens individuels, et qu'il est impossible d'être neutre ou de nier notre essence en tant qu'êtres sociaux ; par conséquent, la complexité de la crise environnementale et sociale en fait une crise unique, et les axes de réponse exigent des actions systémiques afin de « (...) rendre viables les aspirations de justice solidaire »<sup>13</sup>, « (...) rendre la dignité aux exclus » (LS. 139), cultiver la solidarité intergénérationnelle, participer en tant que citoyen responsable à la réalisation d'accords internationaux en vue d'un projet commun, cultiver la sensibilité morale pour que rien dans ce monde ne nous soit indifférent ; selon les mots de Jean-Paul II, « (...) dans la sauvegarde des conditions morales d'une « écologie humaine » authentique ». <sup>14</sup>

---

<sup>11</sup> Lombardo, P (2014). Fondements, principes et contexte de la Responsabilité Sociale. Pontificia Universidad Católica de Valparaíso

<sup>12</sup> Cristina de la Cruz et Peru Sasia. (2008). *La responsabilidad de la universidad en el proyecto de construcción de una sociedad*, in Revista Educación Superior y Sociedad, Année 13, N° 2, septembre 2008

<sup>13</sup> De la Cruz, C. (2015). Conférence Premier Séminaire du Réseau de Responsabilité Sociale des Universités ODUICAL : *Le lien solidaire et ses apports au développement social du pays*.

<sup>14</sup> Encyclique Centesimus annus (1er mai 1991), 38: AAS 83 (1991), 841.

L'appel à habiter la terre d'une manière socialement responsable implique de rompre avec la culture de l'isolement, de la fragmentation et de la passivité ; il faut abattre les murs, ouvrir les portes et les fenêtres, comme le dit le poète Neruda, pour laisser entrer et sortir les autres, s'intégrer et se transformer ; c'est une véritable conversion écologique qui repose sur la conception de la Responsabilité Sociale comme discipline éthique à travers laquelle nous agissons en solidarité avec le monde réel, le respect de la dignité des personnes et de leurs droits inaliénables, en faveur du bien commun et la construction d'une société plus juste et fraternelle ; avec la capacité de gérer les effets systémiques et le bien social qui se soucie de l'exercice professionnel.<sup>15</sup>

Ce qu'il faut, selon les paroles du Saint-Père François, c'est une conversion écologique qui soit aussi une conversion communautaire, qui consiste à cultiver la gratitude, la mise en avant du social ou la quête désintéressée du bien-être des autres, une fraternité sublime auprès de toute la création, les liens qui nous unissent à tous nos semblables, la joie intérieure faite d'une vie sobre et de rencontres, l'humilité, la paix intérieure et la paix entre les peuples, en consacrant suffisamment de temps pour donner un nouveau sens à l'harmonie avec la création et le Créateur.

Il est impératif de vivre une existence pleine de sens, nourrie par la gratitude qui rend possible la reconnaissance, la joie intérieure et l'estime de l'existence, permettant à nos cœurs de « déborder de gratitude » (Épître aux Colossiens 2:7). Depuis cette action de grâce continue, la réciprocité est inhérente à une volonté de servir devenue valeur éternelle.

#### ➤ Sur la responsabilité sociale des universités

(Fray Ernesto Londoño Orozco, ofm, Recteur de l'Universidad San Buenaventura, Colombie)

La RSU recouvre les actions de service social à destination et aux côtés de la communauté à partir d'une perspective éthique fondée sur la mission de l'Université et les principes chrétiens et moraux essentiels au plein épanouissement de l'être humain dans sa dimension personnelle, sociale, transcendante et dans le respect et la promotion de l'environnement. La RSU s'attache à renforcer les conditions de développement humain, social et environnemental permanent en cherchant à intégrer la communauté au projet humaniste catholique de l'université de deux manières : 1) La réponse de l'université, en tant que productrice de connaissances et axe fondamental de la transformation sociale, aux défis constants posés par la société, avec ses parts de lumière et d'ombre. 2) La dimension de conscience critique de l'université *vers, dans et depuis* la société, qui questionne, propose et ouvre des voies de changement et de transformation. Il est nécessaire d'insister sur l'importance de la relation permanente qu'établit l'institution avec la communauté ou son environnement pour interagir avec ces derniers, en influant sur les processus de transformation sociale et dans les réalités de son propre développement et en contribuant à la construction d'une société plus juste, fraternelle et participative. Le concept de Responsabilité Sociale que l'université catholique doit assumer facilite l'articulation de ces fonctions essentielles et l'obtention de résultats internes et externes dans une action menée dans la responsabilité et la coresponsabilité. Sans cette coresponsabilité dans la construction d'une société, d'une humanité et d'une personne plus justes, l'Université catholique court le risque d'en être réduite à « produire » des professionnels sans impact ni engagement social. C'est pourquoi la FIUC, dans sa volonté de mettre en valeur la RSU, a tout à fait raison de proposer un nouveau classement évaluant les actions concrètes de chacun de ses programmes et lignes de recherche, l'engagement de ses étudiants dans les pratiques de transformation sociale et les actions de ses diplômés qui marquent de leur empreinte d'universitaire-catholique leur vie professionnelle, familiale et sociale. Il revient aussi à l'Université de renforcer la relation avec l'entreprise et l'État de sorte qu'ensemble ils répondent aux

---

<sup>15</sup> Gamboa, A. Jiménez G.; Jiménez M.; Lombardo, P. (2014). Formation à la Responsabilité Pro-Sociale : Voies Latino-américaines d'une innovation du cursus. Valparaíso : Projet Européen Alfa III SPRING.

problèmes de la société.

### ***Lignes d'action de la RSU***

La responsabilité sociale de notre université se veut dialogique, pertinente, contextualisée, génératrice de savoirs, transformatrice, humaniste, fraternelle, solidaire, respectueuse, aimable et cordiale. Cela implique de disposer d'indicateurs d'efficacité faisant la part belle à la coresponsabilité, la culture de paix, la justice sociale, l'intérêt collectif, l'inclusion et l'équité politique, sociale, économique culturelle. *Politiques publiques* : Participation à la conception, à la mise en place, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques locales, régionales et nationales.

*Développement humain* : Formation permanente d'agents éducatifs communautaires et institutionnels référents sur les sujets de la résilience, du lien affectif et du travail dans les communautés vulnérables ; défense de la vie contre toute forme de tromperie ou d'exploitation.

*Instruments de Paix et protection de la création. Vers une écologie intégrale et de fraternité universelle.* L'Université ne peut ignorer dans ses processus de formation la défense de la vie et la promotion des Droits Humains dans le contexte de la philosophie, la théologie et l'anthropologie chrétiennes, de la Tradition et de la Doctrine Sociale de l'Église. Mais, dans la défense des droits, il convient aussi de mentionner les *devoirs*. Ne parler que de droits sans aborder les devoirs peut mener à une tyrannie de la recherche du personnel, de l'individualisme et au manque de compromis face à la différence, à l'altérité et à l'humanité. L'Université s'engage à former des consciences qui deviendront les pierres vivantes de la construction d'une société plus juste, dans une préoccupation consciente et assumée de l'environnement, de la protection de la vie humaine, végétale et animale, dans la défense et la promotion d'une véritable démocratie, la dénonciation de toutes les formes d'exploitation, de tyrannie idéologique, d'abus ou d'abandon des plus pauvres. Il est nécessaire d'intégrer, comme le demande *Laudato Si*, la réflexion sur la quête du bien commun, la destination universelle des biens, la justice sociale, la subsidiarité y la solidarité.

*Réseaux et tissu social* : Travail avec des entités gouvernementales et non-gouvernementales à but non lucratif comme cadres de pratiques sociales et universitaires des professionnels en formation, et production de nouvelles connaissances et d'exigences aidant à recomposer le tissu social là où il a été détérioré.

*Réponses humanistes aux sciences et techniques et aux fausses idées des progrès et de bonheur.* L'Université doit à nouveau souligner l'importance de « l'humain », du « retour à l'humain », de la « sauvegarde de l'humain », en situant les sciences et techniques à leur juste place et en en dénonçant les excès, les mirages et les dommages causés par la culture du rejet et de l'oubli des existences périphériques.

### ***Un exemple de transformation vers la RSU :***

Au cours des quarante huit années d'existence de l'*Universidad de San Buenaventura Cali*, différentes stratégies de Responsabilité Sociale des Universités ont successivement été appliquées :

- Entre 1970 et 1985 la Projection Sociale de l'USB s'est principalement articulée autour du schéma de « l'assistance sociale », concrétisée par des stages professionnels, des projets de cours et des actions sociales centrés sur l'aide aux communautés vulnérables, mais en insistant sur des actions d'assistance immédiate.
- De 1986 à 1996, le schéma prédominant se concentre sur les actions de coopération à partir des services offerts par l'Université, comme les stages professionnels et les programmes de soutien communautaires, mais en encourageant la participation active des acteurs engagés dans ces

processus.

- À partir de 1997, et au travers de la réflexion permanente depuis les espaces institutionnels comme les séminaires de réflexion (« *Talleres Calima* »), c'est un travail Université-communauté qui s'est configuré depuis une perspective de coresponsabilité.
- De 2009 à nos jours, un Modèle Intégré de Gestion a été développé, qui comprend parmi ses composantes universelles la Responsabilité Sociale Universitaire. On trouve, par exemple, dans ce large éventail :
  - Le Centre de Développement Communautaire Saint François d'Assise (*Centro de Desarrollo Comunitario san Francisco de Asís*) (41 ans)
  - Permanence Juridique (42 ans)
  - Système National du Bien-être familial
  - Bureau du Défenseur du Peuple.
  - Collaboration dans les activités sociales de l'Archidiocèse de Cali.
  - Incubateur de Projets Sociaux (Étudiants en Psychologie, droit et administration publique)
  - Travaux avec des ONG
  - Stages professionnels des étudiants (778 conventions avec des entités publiques et privées)

#### Quelques projets par domaine :

- Programme Cap Jeune (*Rumbo Joven*) (intégration de jeunes vulnérables)
- Projet « Réalisation de vie » (Incubateur de Projets Sociaux)
- Instruments de Paix (avec la Fondation Paz y Bien)
- Séminaires de Résilience et de Lien Affectif, 1700 agents éducatifs formés à date.
- Participation à la « Table Ronde Œcuménique pour la Paix » avec l'Archidiocèse de Cali.
- Réseau de lien : programmes pour la Protection de l'Enfance et cercle de parole.
- Participations aux tables rondes départementales et municipales de petite enfance et de personnes âgées.
- Cours pédagogiques en lien avec le Défenseur du peuple.
- Projets « Enfants et adolescents avec handicap auditif ».
- Atelier de vivre-ensemble scolaire et de résolution de conflits (Incubateur de Projets Sociaux)
- Projets sociaux pour Programmes Universitaires.

## **6. BIOGRAPHIES DES MEMBRES DU COMITE INTERNATIONAL DU PROJET RSU**

### **Thierry MAGNIN**



Le Pr Dr Thierry Magnin est Recteur de l'université catholique de Lyon depuis le premier septembre 2011. Il succède à Michel Quesnel. Thierry Magnin est ingénieur ECAM, docteur en théologie, docteur en sciences physiques et professeur des universités HDR dans cette même matière. Il a enseigné la physique à l'Ecole supérieure des mines de Saint-Étienne pendant 20 ans et à l'université de Lille 1 durant 6 ans.

Ordonné prêtre en 1985, il devient vicaire général du diocèse de Saint-Etienne de 2002 à 2010. Il occupe le poste de vice-recteur de l'institut catholique de Toulouse (2010-2011) où il dirige l'Ecole supérieure d'éthique des sciences. Spécialiste du dialogue entre la science et la foi, il est l'auteur de six livres et de deux films sur cette question. Membre de plusieurs réseaux dont le groupe de recherche de l'Unesco "Sciences et religions", il est également membre de l'Académie des technologies.

### **Juan PEREZ-MIRANDA**



Le Dr Juan Pérez-Miranda, MD Ph.D, est actuellement vice-recteur de l'internationalisation de l'Université Francisco de Vitoria à Madrid, en Espagne. Il a également été directeur des relations institutionnelles de la Faculté de médecine de cette même université. Il possède un doctorat en médecine et en chirurgie de l'Université d'Estrémadure, et une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Institut d'études supérieures de commerce (*IESE Business School*) de Barcelone, en Espagne.

Le Dr Perez-Miranda a été doyen de l'école de sciences biomédicales de l'*Universidad Europea de Madrid*, et a assumé le rôle de directeur de l'*International Health Foundation (IHF)* basée à Madrid. Les principaux objectifs de l'IHF sont la promotion de l'excellence dans le système de soins de santé espagnol et le développement de relations internationales avec des institutions et des entreprises du domaine de la santé. Le Dr Perez-Miranda était responsable des programmes scientifiques et des projets internationaux au sein de cet organisme.

Le Dr Perez-Miranda a également travaillé pour deux entreprises pharmaceutiques dans des postes de marketing et en tant qu'expert médical (*Schering-Plough* et *Biogen Idec*). Il a également été directeur général d'un hôpital universitaire public dans le sud de l'Espagne (*Hôpital universitaire Infanta Cristina*, Badajoz) et a siégé au Conseil de l'Hôpital universitaire de l'Université de Navarre.

Il a régulièrement collaboré en tant que chargé de cours et conférencier pour de nombreux programmes académiques relatifs à la santé comme : le « Programme de doctorat en gestion de la santé et hospitalière » de l'Université d'Estrémadure ; le « Programme de gestion d'hôpital » de l'école de soins infirmiers Santa Emilia de Rodat à Joao Pessoa au Brésil ; le « Programme de gestion de services de données professionnelles des entreprises de la santé » de l'*IEEM Business School* à Université de Montevideo en Uruguay et le « Programme SAGIS avancé en investissement et en gestion des services de santé » de l'*AESE Business School* à Lisbonne, au Portugal. Il a également été

conférencier dans des réunions et des forums internationaux comme le « Forum sur la politique des prix dans l'industrie pharmaceutique » de Brussels Marcus Evans, la « Réunion d'affaires en sciences de la vie » organisée par WKO, l'Agence du commerce extérieur autrichienne à Vienne (Autriche), le volet européen du 5<sup>e</sup> Congrès annuel mondial sur les soins de santé à Bruxelles (Belgique), et la 5<sup>e</sup> Conférence de Genève sur la médecine centrée sur la personne à Genève, en Suisse.

### José TENA MEDIALDEA



Docteur en Biologie Marine de l'Universitat de València en 1996. Son travail universitaire s'est concentré sur la biologie et l'écologie marine ainsi que sur la didactique de la science, avec un intérêt particulier pour l'innovation et l'inclusion éducative dans son rôle de professeur. Il dirige actuellement l'Institut de l'Environnement et des Sciences Marines et l'Observatoire International Capacitas UCV-FIUC sur l'inclusion et le handicap. Depuis 2015, il fait partie du Comité International de la FIUC sur l'inclusion et le handicap au sein des universités. Il a participé à 10 projets d'I-R&D concurrentiels, dans certains cas en tant qu'IP et à plus d'une centaine de contrats et conventions avec les pouvoirs publics ou les entreprises. Il a à son actif 40 publications scientifiques, 50 communications lors de congrès et 5 directions de thèses de doctorat. Pendant 13 ans, il a occupé le poste de Doyen de la Faculté Vétérinaire et de Sciences Expérimentales de l'UCV.

### Gabriel MARTINEZ RICO



Docteur en Psychologie pour l'Universitat de València en 1998. Actuellement Délégué du Recteur pour le Campus Capacitas-UCV. Directeur de l'Institut de Soins et de Recherche sur le Handicap Capacitas-Amica, il travaille sur différentes initiatives et lignes de recherche dans ce domaine. Il a dirigé 10 thèses de doctorat et écrit 40 publications scientifiques. À l'échelle internationale, il est porte-parole du Comité sur le Handicap et l'Inclusion de la Fédération Internationale des Universités Catholiques FIUC et co-directeur de l'Observatoire International Capacitas UCV-FIUC. Cet observatoire vise à promouvoir le développement de politiques institutionnelles inclusives au sein des universités et des plans de prise en charge des personnes en situation de handicap dans le cadre de l'Enseignement Supérieur Inclusif. Il a été doyen de la Faculté de Psychologie et des Sciences de la Santé et de Faculté de Maîtrise et Sciences de l'Éducation de 2004 à 2016.

### Max BONILLA



Le Pr Max Bonilla, SSL, STD, travaille actuellement à l'**Université Francisco de Vitoria**, une université catholique située en Espagne, où sa principale responsabilité, outre l'enseignement, est de contribuer à la coordination du programme intitulé les « Prix de la raison ouverte » (*Expanded Reason Awards*) géré conjointement avec la **Fondation Vaticane Joseph Ratzinger - Benedict XVI**. Ces prix, décernés chaque année, célèbrent et encouragent le dialogue entre la foi et la raison, et ses lauréats se voient récompensés d'une somme de 100 000 € ([www.expandedreasonawards.org](http://www.expandedreasonawards.org)).

Le Dr Bonilla a été vice-président des Affaires académiques à la *Franciscan University of Steubenville*, Ohio (États-Unis), où il était responsable de tous les programmes académiques de l'université, y

compris les programmes de premier cycle et d'études supérieures, de la bibliothèque, de la formation à distance, de l'évaluation académique, etc. En tant que vice-président des Affaires académiques, le Dr Bonilla participait déjà aux initiatives éducatives internationales, s'efforçant de promouvoir le renouvellement de l'enseignement supérieur catholique aux États-Unis et à l'étranger et menant plusieurs projets commandés par le Saint-Siège. Il a siégé au Conseil de l'Institut théologique international en Autriche. Il est actuellement membre du Fellowship of Catholic Scholars et son mandat au sein de ce groupe s'achève en septembre 2020. Il est, par ailleurs, l'actuel président du *Camartis Institute*, une organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, qui met en œuvre des projets éducatifs et culturels visant à promouvoir la dignité des personnes.

Le Dr Bonilla a obtenu sa licence en Écriture Sainte (SSL) de l'Institut pontifical biblique à Rome et son doctorat (STD) de l'Université pontificale grégorienne, à Rome également. Il est ancien élève de l'*Institute for Educational Management* de la *Harvard University Graduate School of Education*. Il a été professeur d'Écriture Sainte à la *University of St. Thomas School of Theology* à Houston, au Texas (États-Unis). Il a, en outre, présenté des conférences et animé des séminaires aux quatre coins des États-Unis, en Europe et en Amérique latine. Il vit actuellement à Madrid avec son épouse et ses enfants.

### **Pilar ARAMBURUZABALA**



B. Sc. en pédagogie, B. Sc. d'enseignante en école primaire, M. Sc. en orthophonie-logopédie, et Ph.D. en éducation de l'Université Complutense de Madrid; M. Sc. en éducation spécialisée du *Hunter College* de la *City University of New York*.

La Dr Aramburuzabala a suivi ses études en éducation et acquis son expérience professionnelle principalement entre l'Espagne et New York, où elle a travaillé en tant qu'orthophoniste bilingue, évaluatrice en éducation et chercheuse. De 1997 à 2008, elle a travaillé comme professeure adjointe en éducation à l'*IE University* (anciennement *SEK University*) de Ségovie, en Espagne. Elle est actuellement professeure agrégée (professeur titulaire) de la *School of Teacher Training and Education* de l'Université autonome de Madrid.

C'est en intégrant son expérience professionnelle et à ses travaux universitaires que la Dr Aramburuzabala a acquis la conviction que « l'apprentissage ne se résume pas à l'acquisition des connaissances ; il s'agit en réalité d'un processus de transformation et d'amélioration en tant qu'être humain, au sein duquel les enseignants et les étudiants sont des apprenants ». La Dr Aramburuzabala s'implique dans la formation des enseignants et des tuteurs de divers niveaux de formation, y compris l'enseignement supérieur, depuis 1999, avec pour objectif de faciliter la transition vers un nouveau modèle éducatif. Selon elle : « nous devons professionnaliser l'enseignement et encourager l'innovation, non seulement sur le plan méthodologique, mais nous devons également procéder à un changement conceptuel impliquant une réflexion personnelle et partagée au sujet de notre propre pratique ». Depuis 1989, la Dr Aramburuzabala a participé, en tant que chercheuse principale et coordinatrice, à des projets internationaux liés à la formation des enseignants, et à l'éducation des enfants et en matière de santé. Ses travaux ont été publiés dans divers ouvrages et revues scientifiques, nationaux et internationaux.

Depuis 2008, la Dr Aramburuzabala oriente ses recherches dans les domaines de l'apprentissage par le service et de l'éducation pour la justice sociale. Elle est par ailleurs membre active du groupe de recherche « *Educational Change for Social Justice* » (*GICE*) axé sur le changement éducatif pour la justice sociale. La Dr Aramburuzabala est membre du Conseil d'administration de l'*International Journal of Education for Social Justice* (*RIEJS*), et rédactrice invitée d'un numéro monographique de cette revue portant sur l'apprentissage par le service pour la justice sociale. La Dr Pilar Aramburuzabala

travaille sur des projets d'apprentissage par le service avec des étudiants universitaires depuis l'an 2000. Elle a enseigné, publié et coordonné des éditions monographiques, et organisé des conférences nationales et internationales sur le thème de l'engagement civique dans l'enseignement supérieur.

Elle est présidente de l'Association universitaire espagnole d'apprentissage par le service. Elle coordonne le Réseau madrilène de promotion de l'apprentissage par le service. Elle siège également au Conseil d'administration du Réseau espagnol d'apprentissage par le service. La Dr Aramburuzabala assume, par ailleurs, le rôle de conseillère auprès du Bureau municipal d'apprentissage par le service du conseil municipal de Madrid. De 2014 à 2017, elle a dirigé le projet européen « *Europe Engage* » sur le développement d'une culture d'engagement civique par le biais de l'apprentissage par le service dans l'enseignement supérieur en Europe.

### **Teresa LLOYD**



Teresa Lloyd Braga est titulaire d'un doctorat d'économie de l'Université catholique portugaise. Elle enseigne plusieurs cours au sein de la Católica Lisbon School of Business and Economics. Ses recherches, axées sur les fluctuations liées aux attentes (cycles endogènes), les dynamiques non linéaires et le rôle des imperfections du marché sur les modèles macroéconomiques d'équilibre général, ont été publiées, entre autres, dans les revues universitaires suivantes : *Journal of Economic Theory*, *Journal of International Economics*, *Economic Theory*, etc. Elle a été directrice académique du M.Sc. d'économie de 2011 à 2017, et elle est actuellement vice-rectrice aux Affaires académiques et à l'Education globale à l'Université catholique portugaise.

### **Sandra JONES**



La Professeur Sandra Jones est pro-vice-rectrice de l'Engagement à l'ACU. Elle assume un rôle de leadership, offre des conseils et apporte son soutien à la stratégie d'engagement communautaire de l'ACU. Elle prend également part aux cadres stratégiques permettant d'appliquer la nouvelle méthode de mesure de l'engagement et de l'impact de la recherche. La nouvelle vision stratégique de l'Engagement de l'ACU vise à s'assurer que les étudiants et les membres du personnel de l'ACU ont l'occasion d'apporter à leur communauté une contribution réalisable et chargée de sens à leurs yeux. Cette contribution

doit également répondre aux besoins de la communauté tout en étant utile et respectueuse.

### **Jean Bosco MATAND BULEMBAT**



Né en 1957, il est Prêtre du diocèse de Luiza en République Démocratique du Congo et Docteur en Sciences bibliques de l'Institut Biblique Pontifical de Rome. Il a été pendant 9 ans Recteur de l'Université Catholique du Congo (UCC : 2007-2016) à Kinshasa et pendant 3 ans un des Vice-Présidents de la Fédération Internationale des Universités Catholiques (FIUC : 2012-2015). Il a été aussi Président de l'Association des Universités et Instituts Supérieurs Catholiques d'Afrique et Madagascar (ASUNICAM : 2010-2014) et de l'Association des Universités et Instituts Supérieurs Catholiques au Congo (ASUNICACO : 2013-2016). Il a été professeur de Bible à la Catholic University of Eastern Africa (CUEA) à Nairobi et est en ce moment professeur de Nouveau Testament et

d'herméneutique biblique à la Faculté de Théologie de l'UCC. Il est membre de la Commission Biblique Pontificale et, encore, membre du CA de la FIUC. Il est auteur de plusieurs publications du domaine de l'exégèse biblique contextualisée et du domaine de l'enseignement supérieur et universitaire en Afrique.

### **Rivana MARINO**



*Vice-rectrice, Extension et affaires communautaires.* Rivana Marino a été doyenne du programme d'ingénierie chimique pendant deux ans avant d'être nommée vice-rectrice de l'Extension et des affaires communautaires à l'Université FEI en janvier 2002. Elle a commencé sa carrière à l'Université FEI en tant que maître de conférence en chimie et en chimie physique en 1992, puis elle a été promue professeure agrégée en 1997.

Elle est titulaire d'un diplôme de baccalauréat en ingénierie chimique de la FEI (1983), d'une maîtrise et d'un doctorat en chimie (chimie physique) de l'Université de São Paulo (1989 et 1995, respectivement). Mme Marino dispose d'une expérience en ingénierie chimique et s'intéresse tout particulièrement aux processus biochimiques et aux fluides supercritiques. Ses travaux portent principalement sur les enzymes, la lipase, la microgravité et l'extraction.

En tant que vice-rectrice, Rivana Marino est membre du Forum d'action communautaire et d'extension des Universités communautaires depuis 2002. À titre de représentante de la FEI, elle a été membre du Conseil d'administration de l'Agence de développement de la région Grande ABC, où elle a représenté le segment des universités, entre 2006 et 2009. Elle a également siégé au comité consultatif de la fondation « Espaço ECO ».

### **Gladys JIMENEZ ALVARADO**



Docteure en Sciences de l'Activité Physique et du Sport, Université de Grenade, Espagne. Diplômée en Responsabilité Sociale ; actuellement, universitaire de la Direction Innovation et Entreprise, de la Pontificia Universidad Católica de Valparaiso, au Chili.

Elle coordonne la zone 8 Chili de l'ORSALC – UNESCO (Observatoire de Responsabilité Sociale pour l'Amérique Latine et la Caraïbe de l'UNESCO) et coordonne le Réseau de Responsabilité Sociale Universitaire d'ODUCAL.

### **Omayra PARRA DE MAROQUIN**



Maîtrise en Enseignement et Maîtrise en Études Latino-américaines de la Pontificia Universidad Javeriana. Expérience en enseignement universitaire, avec l'accent porté sur le domaine social et les projets interinstitutionnels en Colombie et en Amérique Latine. Création et gestion de réseaux et de groupes interdisciplinaires au niveau national et international en Responsabilité Sociale. Fondatrice du Réseau Responsabilité Sociale - AUSJAL. Co-gestionnaire et Coordinatrice de l'Observatoire National de Responsabilité Sociale ORSU. Conseillère de Rectorat et coordinatrice de RS au sein de l'Université Catholique de Colombie.

**Frère Ernesto LONDONO OROZCO, Ofm**



Actuellement : Recteur de l'Universidad San Buenaventura de Cali (Colombie). Licence en Philosophie et en Théologie de l'Universidad San Buenaventura de Bogota ; Maîtrise en Éducation de l'Universidad Javeriana de Bogotá. Maîtrise en Enseignement de l'Institut Catholique de Paris et l'Université Paris-XII Créteil (France). DEA à l'Université Rennes II. Doctorat en Sciences de l'Éducation de l'Université de Rennes II (France). Doctorat en Enseignement de l'Institut Catholique de Paris.

Au cours de son expérience universitaire, il a été professeur au sein des facultés de Philosophie, Théologie et Enseignement, Doyen des Facultés d'Enseignement et de Philosophie, Secrétaire, Vice-Recteur, Recteur, Directeur de programmes de spécialisation et de doctorat, maître de conférence, directeur de travaux de fin d'étude et de thèse, auteur d'articles. Sa thèse de doctorat aborde la Personne et les Valeurs (« La transmission de valeurs. Étude Ethnographique »). Il a fait de la Responsabilité Sociale de l'Université l'un de ses chevaux de bataille, en renforçant les propositions, les programmes et les centres de prise en charge, en approfondissant le lien entre l'Université, l'Entreprise et les ONG et en soutenant la recherche au profit du domaine social.

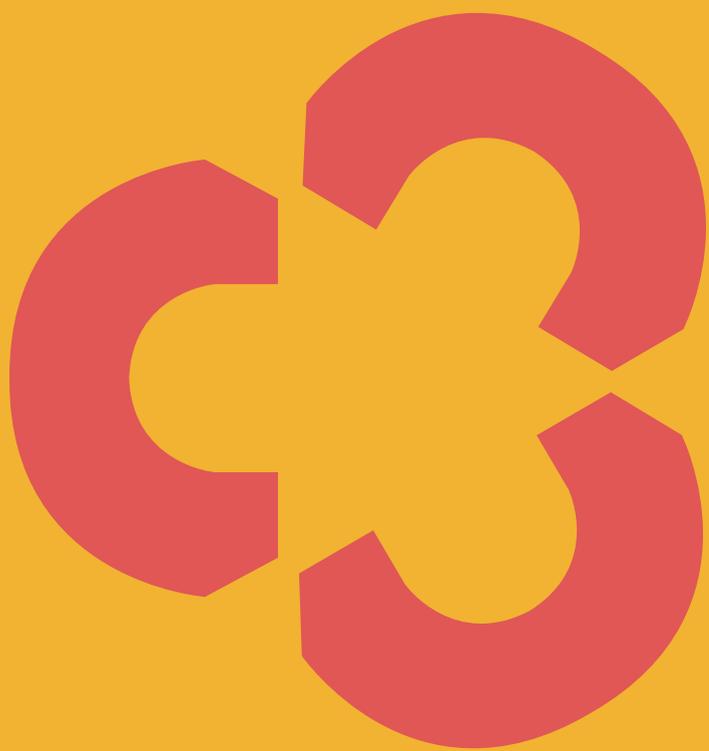
***EQUIPE DU PROJET :***

Pr Dr François MABILLE, Secrétaire général de la FIUC, Directeur du CIRAD

Pr Dr Yves POULLET, Recteur de l'Université de Namur, Belgique

Mme Montserrat ALOM, Chef de projets du CIRAD

Mme Anne MENNESON, Chargée de projets du CIRAD



SCIAT  
VT  
SERVIAT